

sem 11-18

canada.....	2
Hamilton, Canada : Retours sur la balade ingouvernable du 3 mars dernier à travers l'un des quartiers les plus riches de la ville.....	2
De #HoMa à #HamOnt : le secret c'est de rassembler ses ami.es losers.....	6
Montréal, Québec : Emeute anarchiste à la marche contre les brutalités policières – 15 mars 2018.....	6
chili.....	7
Santiago, Chile: Anarchist Compañero Juan Flores Sentenced to 23 Years.....	8
Chili : Solidarité insurgée avec Joaquín et Kevin.....	8
colombie.....	9
Bogotá, Colombie : Des émeutes autour de l'Universidad Pedagogica bloquent le quartier d'affaires pendant 4 heures.....	9
france.....	11
[Hauts-Alpes] 1 maraude, 10 douaniers et 1 bébé.....	12
Omar, exilé occupant de Paris 8, enfermé en Centre de Rétention.....	13
[ZAD NDDL – RENNES] « Expansive.info » aurait choisi « son camp » : celui du CMDO* ? Alors autant que ça se sache.....	15
[ZAD NDDL]Pour un avenir commun dans le bocage : Appel à rassemblement le 19 mars à 13h.....	17
Lettre à un.e DRH.....	18
Sévère répression de la manif en soutien à Afrin mardi soir.....	19
Stop à l'occupation militaire de la ZAD.....	19
Photo.....	20
Journée de discussion sur les perspectives de lutte anticarcérale au CSA d'Ivry.....	21
Photo.....	22
Notre-Dame-des-Landes : Guerre d'usure sur la RD281 contre les expulseurs.....	22
Sélection à la fac ? Non, dévastation des facs !.....	23
Bar- Le-Duc (55000) Procès lundi 19 mars : appel à soutien.....	26
Le Creusot, France : Bureau d'huissier de justice saccagé et incendié.....	27
Lettre ouverte à mon Assistante Sociale.....	29
Prison de Grandignan : Les prisonniers refusent de remonter de parloir.....	30
Marseille : Le Bastion Social n'est pas le bienvenu.....	31
Bure – Procès lundi 19 mars : appel à soutien.....	31
grèce.....	32
#Athens: Cops Evicted Squats in #Exarchia and #Koukaki this Morning.....	32
Athens: Cops Evicted Squats in Exarchia and Koukaki this Morning.....	32
Lesbos, Grèce : Révolte incendiaire des migrants du camp de Moria – 15 mars 2018.....	33
italie.....	33
Martano (Lecce), Italy – Paint and stones against the premises of the Northern League.....	33
Lampedusa, Italie : Révolte incendiaire contre le hotspot.....	34
Saboter l'énergie. La lutte contre la construction du gazoduc TAP dans le Salento.....	35
Genova, Italy: Righi telecommunications repeater up in flames (13/03/2018).....	36
suisse.....	37
Des affiches contres l'agro-industrie et les biotechnologies !.....	38
Bâle, Suisse : Procès en appel contre un compagnon.....	40
Jamais flics, jamais matons.....	41
usa.....	41
Claim of Expropriation in Defense of Street Counter-Culture.....	41
Philadelphie, Etats-Unis : Trafic ferroviaire de marchandises interrompu.....	45

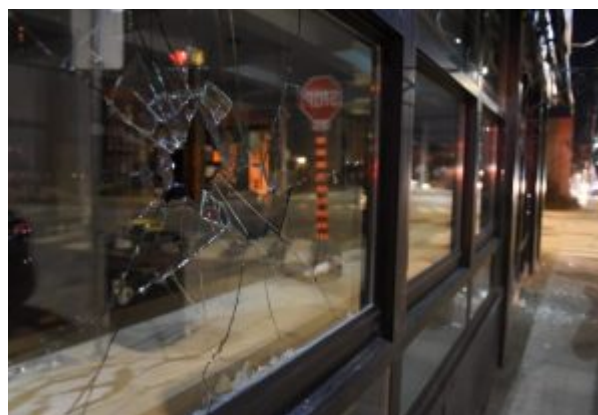
canada

Hamilton, Canada : Retours sur la balade ingouvernable du 3 mars dernier à travers l'un des quartiers les plus riches de la ville

[Voici deux textes au sujet de la [nuit émeutière du 3 mars dernier dans un quartier riche d'Hamilton.](#)]

Hamilton : Ingouvernables et pleurs de bobos : un samedi soir à Locke Street.

Chaque jour, que ce soit les propriétaires qui touchent de plus en plus de loyers pour des apparts toujours plus merdiques, des patrons qui vous poussent à travailler toujours plus ardemment, des associations de commerçants qui militent pour davantage de flics, ou juste l'Audi qui vous coupe aux heures de pointe... Les riches nous pourrissent la vie. Chaque jour, nous devons faire face à leurs attaques mais de temps en temps, nous pouvons trouver un moyen pour rendre les coups.



Samedi soir, j'ai retrouvé un groupe de gens dans le quartier 'Durand' : nous avons flâné le long 'd'Aberdeen' et dans certaines rues du secteur, en attaquant des véhicules de luxe et des hôtels particuliers qui étaient sur notre chemin, en faisant du bruit avec un sound system portable des feux d'artifice. La balade s'est ensuite rabattue sur 'Locke' en attaquant le maximum de commerces de bobos que nous pouvions avant de prendre la décision de se disperser. La police a dit que nous avons fui, mais je n'ai pas vu un seul flic après qu'ils ont été chassés 'd'Aberdeen'.

Pour tous les anti-capitalistes indubitablement sincères qui, sur Internet, se demandent pourquoi les Starbucks n'ont pas été détruits, contrairement aux petites entreprises et commerces locaux, c'est seulement parce que ceux-ci étaient situés juste un peu trop au nord. Mon seul regret de la soirée.

Comme le camarade Kirk Burgess [1] l'a expliqué sur twitter :

« Imaginez que vous êtes si fâchés vis-à-vis de la gentrification, que vous vous rassemblez avec quelques potes en galère, que vous vous masquez le visage, et que vous déchaînez dans l'un des quartiers les plus riches de la ville. En jetant des pierres sur les maisons et les entreprises. Vous êtes répugnants. »

C'est plus ou moins ça Kirk, moi et mes ami.e.s galériens.

Tous mes pires patrons ont été propriétaires de petites entreprises. Le problème ne réside pas dans la taille de l'entreprise, mais bien dans la relation d'exploitation. Quand une personne décide d'être capitaliste, de faire de l'argent par le biais de ses investissements plutôt que par son travail, sa position par rapport aux changements dans la ville devient fondamentalement différente. La gentrification, par exemple: lorsque les loyers augmentent, cela signifie qu'ils gagnent plus d'argent (plutôt que de perdre leur maison); quand les prix montent et que les riches emménagent, cela signifie une chance de vendre des produits de luxe (alors que nous travaillons au salaire minimum); quand davantage de police et de surveillance arrivent, cela sécurise votre

investissement (pendant que nous sommes harcelés et expulsés). Ils deviennent riches parce que nos vies se détériorent.

Bien sûr, les propriétaires de petites entreprises peuvent travailler de longues heures, mais même si je mets 12 heures à côté de mon patron, et que nous nettoyons les toilettes, le fait qu'ils possèdent et que je travaille signifie que notre relation au travail est totalement différente. Quand les affaires sont bonnes (ou quand ils réussissent à faire du financement collectif), ils entérinent un nouveau bail sur une voiture ou signent une hypothèque sur une propriété d'investissement alors que mon chèque est mangé par le loyer, les factures et le magasin d'alimentation. Je n'ai pas d'autre choix que de me présenter demain alors que leur capacité à s'enrichir augmente.

Fuck les riches. Fuck les capitalistes (même ceux qui vendent des produits de boulangerie haut de gamme). Et à tous ceux qui veulent se plaindre de la violence, souvenez-vous que la seule raison pour laquelle ces parasites parviennent à garder leurs mains propres est que, le plus souvent, leurs attaques ressemblent à des affaires des plus banales.

Devrions-nous continuer à écrire des lettres en espérant que Jason Farr [2] « Je-veux-un-magasin-Apple » fasse quelque chose? Ou croire que d'une façon ou d'une autre, Andrea Horwath [3] arrêtera de lécher le cul du BIA de Locke Street [4] ? Ou nous pourrions nous perdre dans le fait que la solution à l'oppression économique résiderait dans des start-up plus innovantes, ou bien dans la charité? Est-ce que je devrais garder le sourire face au connard de riche en espérant qu'il me donne un pourboire plus important?

La rue Locke a été la première rue embourgeoisée du centre-ville, sa « success story », comme pourrait le dire le maire Fred, les quartiers environnants étant les premiers à voir les hausses de loyers qui finissent par dominer tant de nos vies. Retourner des tables et finir par contre-attaquer samedi soir m'a aidé à me débarrasser de la peur et de la frustration qui s'accumulent lorsque vous êtes embourbés dans une situation désespérée. Que les riches se rappellent qu'ils sont toujours à la portée de toutes les personnes qu'ils écrasent.

[Traduit de l'anglais de [Northshore](#), 03/05/2018]

NdT:

[1] Il paraît que Kirk Burgess est un quidam qui a posté ce commentaire marrant sur twitter que l'auteur du texte a décidé de résumer parfaitement la nature de l'action.

[2] Jason Farr c'est un membre du conseil municipal, un vrai opportuniste qui ne fait que courir après les riches pour les attirer dans notre quartier (y compris le apple store).

[3] Andrea Horwath c'est la cheffe du parti de gauche au niveau provincial, qui est venue poser des messages de solidarité sur les façades fracassées.

[4] Un BIA c'est un « Business Improvement Area », une association appuyée par le gouvernement municipal qui réunit les propriétaires et les petits patrons pour coordonner les affaires des quartiers. Assez dégueu.

Après la balade émeutière de Locke Street de samedi 3 mars, le Centre Social Anarchiste The Tower à Hamilton (Ontario, Canada) a eu sa vitrine défoncée dans la nuit de dimanche et la porte pétée la nuit de mardi.



Communiqué de The Tower sur les événements récents

Nous avons attendu jusqu'à maintenant pour écrire un communiqué public, car ce n'est vraiment pas notre volonté d'avoir des conversations sur internet, un endroit si toxique et aliénant. Mais puisque notre local a été attaqué deux fois dans les derniers jours, nous pensons qu'il est important de partager quelques réflexions et d'être clairs sur notre position.

Tout d'abord, non, les actions qui ont eu lieu samedi soir sur les rues Locke et Aberdeen n'ont pas été organisés par The Tower, mais oui, nous soutenons ce qui s'est passé et nous sommes solidaires de ceux/celles qui l'ont fait. La guerre de classe se poursuit chaque jour dans cette ville, avec des attaques constantes contre les pauvres et les travailleurs. C'est consternant de voir que de si nombreuses personnes se fassent du souci seulement lors de rares occasions où un peu de rage se retourne contre la domination. Les effets permanents de la gentrification dans cette ville sont déchirants : vagues de déplacements, violence croissante et pauvreté grandissante. On ne peut pas simplement s'attendre à que tout ça reste caché sous le tapis des mots. Nous n'avons aucune larme à déverser pour Locke Street.

Nous ressentons qu'à chaque famille qui se fait expulser de sa maison c'est bien pire que tout ce qui s'est passé sur Locke Street, même si on croit que tenir des boutiques de luxe est un acte neutre. Et le niveau d'indignation est particulièrement odieux, considérant que ces dernières jours il y a également eu deux femmes lambda qui ont été poignardées. C'est plus que dégoûtant de voir que les discussions sur les pâtisseries artisanales dégradées ont la priorité sur les discussions à propos de la violence sur les femmes.

Ce n'est pas simplement du jemenfoutisme, cela veut dire choisir son camp. Quand les choses tournent mal, nous ne sommes pas du côté des riches et de la classe des affaires. Nous sommes solidaires de tous ceux qui résistent aux pouvoirs dominants dans cette ville et si nous avons des critiques sur la tactique nous les faisons en privé. Nous nous opposons à toute répression et à toute collaboration avec la police.

Ces derniers jours, nous avons reçu plusieurs menaces de la part de groupes d'extrême droite, présageant les attaques contre notre espace. Sans surprise, la classe commerçante locale et les suprématistes blancs qui ont organisé des manifestations anti-immigrés en ville l'année dernière se sont retrouvés du même côté.

Tout le théâtre à propos de Locke Street montre qu'ils ne s'attendent pas seulement à se faire de l'argent en suivant leurs intérêts et en ignorant leurs impacts sur d'autres, mais qu'ils s'attendent aussi bien à être aimés

pour cela. Nous ne sommes pas « choqués et horrifiés » d’être attaqués, puisque nous n’avons jamais pensé que les puissants de cette ville et leurs larbins pouvaient nous remercier de s’opposer à eux.

Nous savons que ce ne sont pas les boutiques qui sont le principal facteur d’embourgeoisement et des souffrances qu’il entraîne: ce sont plutôt les investissements immobiliers, la spéculation et les politiques municipales qui les encouragent. Les petits magasins sont souvent sous le feu des projecteurs, mais ce ne sont pas eux qui réaménagent les blocs d’immeubles entiers ou mènent des expulsions massives. Cependant, ce qu’ils ont fait, cela a été de se mettre du côté des spéculateurs et des proprios, se positionnant de manière à profiter des forces qui portent préjudice à la plupart de leurs voisins. Nous avons choisi de les critiquer et de nous y opposer par le passé, à cause de leur alliance aux riches et aux gros capitalistes, et même s’ils ne sont pas les plus responsables, leurs actions ont des conséquences réelles.

Pour être clairs, nous ne remplirons pas des formulaires de police en lien à ces événements, mais nous les gérerons plutôt de façon autonome, en nous appuyant sur des réseaux d’entraide. The Tower continuera à héberger le même type d’événements et de groupes qu’il a toujours fait, en mettant des ressources en commun et en partageant des idées. Les événements des derniers jours ne changent rien pour notre projet ou nos choix et nous faisons appel à tous/toutes ceux/celles avec qui nous avons partagé des moments par le passé à prendre le temps de souffler et à considérer que même si les choses sont plus intenses en ce moment, rien n’a changé au fond.

[Traduit de l’anglais de [North Shore](#), March 7th, 2018]

[De #HoMa à #HamOnt : le secret c’est de rassembler ses ami.es losers](#)

Soumission anonyme à MTL
Contre-info. [Pour faire un don au fond de rénovation de The Tower, cliquez ici.](#)

Ces bums-là ne sont pas mieux que les anarchistes.

Est-ce qu’ils ne sont pas au courant du fardeau financier que leur vandalisme va occasionner au propriétaire de The Tower ?

Est-ce qu’ils ne comprennent pas que les fenêtres

placardées vont faire chuter la valeur des propriétés dans le quartier autour de The Tower ?

Se livrer à ce genre de violence ne mène qu’à une atmosphère de non-respect de la loi et légitimise la destruction de la propriété privée.

Quand nous avons entendu que The Tower avait été attaquée, il allait de soi qu’il fallait leur démontrer notre amour. Pas seulement parce que nous aimons les espaces sociaux anarchistes, mais parce que nous vivons aussi dans une ville où (pour autant qu’on le sache) les propriétaires de petites entreprises à la mode n’existent que dans le but de nous voler nos salaires, frayer avec les flics et nous vendre trop chers des sandwiches de merde.



Fuck les traîtres de classe, fuck les gentrificateurs, fuck la police, mais on en n'a toujours rien à foutre des fenêtres brisées.

Imaginez être tellement en colère à propos d'un autre espace social anarchiste se faisant attaquer, que vous rassemblez vos ami.es losers, vous vous masquez et vous prenez une siiiiiick photo en solidarité.

Montréal, Québec : Emeute anarchiste à la marche contre les brutalités policières – 15 mars 2018

Le 15 mars, des anarchistes ont affronté les flics lors de la manif contre les brutalités policières. Il s'agissait de la 22ème année consécutive... et avec le 1er mai, elle reste l'une des manifestations les plus combatives qui se déroulent chaque année à Montréal.

Des personnes ont attaqué les flics avec des manches de drapeau et des extincteurs remplis de peinture. Des magasins et des banques ont vu leurs vitrines volées en éclats, mais la police est parvenue à protéger les studios de TVA (un réseau conservateur/réac de chaînes TV, qui a publié un reportage bidon ayant pour but d'attiser la haine envers des personnes assignées comme musulmanes au Québec). La police a violemment chargé la foule, blessant grièvement une personne et en arrêtant trois autres. Trois flics ont également été blessés.



Dans la nuit qui a suivi, entre le 15 et le 16 mars, TVA a eu une de ses vitrines fracassées. Un bon moyen de rappeler que les possibilités d'attaquer n'existent pas qu'en manif, lors desquelles il n'est pas toujours simple d'agir en raison du nombre important de flics.

Voici que dit le Journal de Montréal:

Peu avant 3 h 30, trois individus encagoulés qui marchaient sur le boulevard ont brisé la vitrine au moyen d'objets contondants, puis ont rapidement quitté les lieux

Quelques nuits avant cette marche, des vandales ont arpenté les rues cette marche en inscrivant des tags contre la police, histoire de rappeler à tout le monde que le problème ne se résumait pas à quelques brebis galeuses au sein de cette institution. Les anarchistes ne veulent pas pas de flics plus gentils mais en finir avec la police. [Voir la vidéo de ces actions nocturnes.](#)



[Via [Montreal Contre-Information](#)]

chili

[Santiago, Chile: Anarchist Compañero Juan Flores Sentenced to 23 Years](#)

On March 15, 2018, the sixth oral criminal court again decided on the life of a person. Imbued with their supposed moral superiority and with the penal code in hand, they performed their mathematical calculations to decide the time in which an individual should remain kidnapped in prison.

Around noon, the court delivered the sentence against [compañero Juan Flores](#) for the following crimes:

Attack against the Los Dominicos subway station (action that took place on July 13, 2014): Under the arms control law + 6 crimes of causing non-serious injuries + damages; condemned to 8 years in prison.

Attack against the Subcentro shopping mall (action that took place on September 8, 2014 in which the police were warned minutes before the detonation). Under the anti-terrorist law they condemned him to 15 years.

Simultaneously the court accepted a civil suit executed by 3 people injured during the attack, condemning him to pay 2 million pesos to each of the injured. The judges decided not to charge the costs of the lengthy process to either party.

Recall that in the same judicial process that [the compañerxs Nataly and Enrique were absolved of all charges](#).

This is the first conviction under the anti-terrorist law for explosive attacks since the start of the criminal procedure reforms for more than two decades. The prosecution, after several attempts over the past 10 years to get a conviction under the anti-terrorist law through legal actions, had the said crime ratified by a court for the first time, legitimizing their judicial arsenal of emergency.

Down with the anti-terrorist law and the arms control law!

Down with the police state!

(via [Publicacion Refractario](#), translated by [Insurreccion News](#))

[Chili : Solidarité insurgée avec Joaquín et Kevin](#)

» Si la solidarité s'avère être toujours importante – dans tous les aspects – nous ne pouvons pas être toujours en accord avec les nombreuses actions effectuées en soutien avec ceux avec qui nous avons une affinité, bien qu'elles soient toujours nécessaires. Nous croyons que se reconnaître en tant que révolutionnaire c'est surtout

être prêt -comme ils le sont eux/elles- à attaquer l'appareil étatique et le capital. De cette façon, nous croyons que la solidarité doit transcender les mots, se forger dans l'attaque et ainsi se transformer en action constante contre l'ordre. Parce que la reconnaissance de l'affinité est accompagnée de complicités et d'expériences, qui créent un lien inébranlable entre anonymes. »

– Conspiration Internationale pour la vengeance/Cellule déflagrante Gerasimos Tsakalos-

Le 6 mars 2018 les compagnons Joaquín García Chanks et Kevin Garrido [ont fait] face à la préparation du jugement dans un procès théâtral qui a commencé en novembre 2015 lorsqu'ils ont tous les deux été arrêtés. Dans cette procédure judiciaire le bureau du procureur devra définir les preuves qui seront utilisées pour le procès à venir, où il déchaînera sa frénésie de répression et de punition, cette fois, en utilisant la loi de contrôle des armes.

Le compagnon Joaquín fait face à une réquisition de :

- 15 ans de prison pour le placement de l'engin explosif contre le 12° commissariat (action [revendiquée](#) par la Conspiration Internationale pour la vengeance/Cellule déflagrante Gerasimos Tsakalos).
- 4 ans et 6 mois pour port illégal d'arme (après avoir mis fin à son assignation à résidence obtenue en juin 2016, Joaquín a été arrêté par des agents de la BIPE [NdT : *Brigade de Recherches Policières Spéciales*] en septembre de la même année, alors qu'il avait sur lui un revolver).
- 800 jours pour détention de munitions (munitions trouvées lors de sa capture).

De son côté Kevin est accusé de l'attaque contre l'École de matons de San Bernardo (où il a été arrêté), en plus de détention de matériel explosif, port illégal d'arme blanche, de l'attaque contre l'entreprise Chilectra ([revendiquée](#) par la Cellule Karr-Kai), et tout comme Joaquín, de l'attaque manquée contre le 12° commissariat. Le procureur demande contre lui plus de 30 ans de prison.

« La fierté et la conviction de nous positionner comme entités révolutionnaires forge en nous une dignité qui ne flanche pas, ce ne sont pas des éléments qu'on dépoussière pour les utiliser comme armes, mais cela fait partie d'une praxis constante dans notre façon d'agir. »

Joaquín García

Démolissons les engrenages de l'inquisition démocratique !

Solidarité insurgée et anti-autoritaire !

[Traduit de l'espagnol de [contramadriz](#) par [Attaque](#)]

colombie

[Bogotá, Colombie : Des émeutes autour de l'Universidad Pedagogica bloquent le quartier d'affaires pendant 4 heures](#)

Reçu le 13 mars

Mardi 6 mars, à Bogota, en Colombie, 2 explosions retentissent et brisent le silence



des cours. Entre les murs recouverts de fresques de cette université gauchiste depuis toujours, située en plein milieu d'un quartier d'affaires, les étudiant-e-s qui jouent sur le terrain de sports tournent leur tête dans toutes les directions. Les bavardages s'évanouissent soudainement. Il est 10h30 et les vigiles enfilent leurs sacs à dos et quittent immédiatement la scène. Rapidement, un petit groupe de personnes cagoulées traverse la foule, sans un mot. Dans une sorte de chorégraphie, sans aucun bruit inutile, les étudiant-e-s quittent tranquillement le terrain et les encapuchadxs prennent progressivement leur place. On peut vite en dénombrer 50, qui font maintenant face aux gradins en pierre.

Sur les bancs, une foule d'étudiant-e-s curieux-ses s'entassent. On peut en entendre certain-e-s exprimer leur désaccord : « ça va être moche », qui partent aussi vite qu'elles et ils le peuvent. Sur le terrain, on peut facilement distinguer au moins 3 groupes différents. Les cagoules sont faites de tissu noir, les corps sont complètement recouverts, jusqu'à leurs chaussures, couvertes par de grandes chaussettes. Plusieurs d'entre elles et eux sont complètement habillés de sacs poubelle. Malgré les premières explosions, elles et ils ne semblent pas se presser.

Certain-e-s jettent sur le mur ce qui ressemble à des petites boules en métal, qui explosent dans un incroyable BOUM. Vous venez de faire la connaissance des *papas bombas*, une tradition ici en Colombie.

Elles et ils demandent au public de faire silence et commencent à expliquer la raison de tout ceci. Deux individus anarchistes crient leur discours aux bancs de derrière leur cagoule, avant qu'une féministe fasse la même chose. Une femme trans dans le public prend ensuite la parole, après avoir demandé à interrompre le discours d'un autre anarchiste. Elle dit que ce qui va se passer est très bien, mais que la lutte se passe également dans notre vie de tous les jours ; que pour les femmes, les gays et les lesbiennes, et pour les trans, nous devons nous battre contre tous les aspects de l'oppression. Les encapuchadxs et le public applaudissent bruyamment. Pendant les interventions, plusieurs encapuchadxs distribuent des flyers politiques, dont des flyers anarchistes et féministes (avec des appels à la manifestation du 8 mars).

C'est ensuite au tour des dissidents des FARC de parler. Les FARC, la guérilla colombienne bien connue, vieille de 50 ans, ont finalisé un accord de paix avec l'État colombien il y a une paire d'années. Plusieurs encapuchadxs que l'on peut voir, bien identifiés grâce à leurs brassards jaune et noir, sont des dissidents de ce groupe.

Mais au moment-même où elles et ils commencent à parler, une sirène puissante retentit et interrompt leur discours, ce qui nous fait sourire, en tant qu'individus anti-autoritaires. Les étudiant-e-s et les encapuchadxs prennent ensuite place aux portes de l'université. De nombreuses personnes se masquent le visage et rassemblent des pierres et des bouteilles vides. L'ESMAD, la police anti-émeute, est visible à travers les grilles de la fac, se déployant lentement tout autour de l'université, tandis que les encapuchadxs en sortent, leurs mains pleines de *papas bombas*. Les affrontements commencent, les flics répondant aux puissantes bombes par du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc.

Plusieurs encapuchadxs sortent des bâtiments pour attaquer qui Davivienda, une grande banque colombienne, qui un gros concessionnaire Renault. Renault est un gros constructeur français de voitures. En voyant leurs vitrines éclater, nous avons des pensées pour les camarades emprisonnés en France depuis les récents mouvements sociaux [1].

Quelques rebelles brisent également les panneaux publicitaires autour de la fac, et taggent des graffitis anarchistes (Rabia y solidaridad (A) ; ¡Arriba el tropel! ; Tombos = bastardos ; (A)-K Anarchistas al Kombat [2]).

Tandis que de plus en plus de flics arrivent, ils tentent de se rapprocher des portes de l'université, mais ne parviennent jamais vraiment à encercler le campus. Deux camions de police ou plus, avec canons à eau, sont aussi visibles, et jettent des grenades lacrymogènes à l'intérieur de l'université. À l'intérieur de la fac, des gens allument des petits feux pour respirer les fumées et soulager les effets du gaz. Elles et ils respirent aussi des branches de romarin pour les mêmes raisons. D'autres lancent des cocktails molotov ou des *papas bombas* sur les camions. À l'extérieur, c'est le chaos total. Les flics bloquent physiquement une impressionnante foule de spectateurs qui semble se tenir du côté des étudiant-e-s sauvages qui se battent avec la police, hurlant pour les avertir lorsqu'arrivent le camion ou des motos de police.

Une chose importante à noter est qu'en Colombie, la police n'est pas autorisée à entrer dans les universités, et, plus étrange encore, elle semble respecter cette règle. C'est probablement la raison pour laquelle l'émeute a pu continuer pendant des heures sans qu'aucun des deux côtés ne semble vraiment capable de progresser.

Un triste événement s'est toutefois passé vers la fin de l'émeute. On a pu entendre une grosse explosion et 3 ou 4 étudiant-e-s ont été grièvement blessé-e-s, probablement par un dispositif explosif artisanal (*papas bombas*). Il semblerait que certain-e-s d'entre elleux ont perdu soit une main, soit un œil. Illes ont été envoyé-e-s à l'hôpital. Nous exprimons fortement notre solidarité à ces camarades blessés.

Après cette émeute, qui était la deuxième en moins d'un mois dans cette fac, on peut lire dans les journaux que tous les politiciens de la droite à la gauche appellent à la fin de ces manifestations, et à changer la loi pour autoriser les flics à entrer dans les universités.

Tout le campus a été fermé une semaine pour permettre des enquêtes. En dépit de ce contrecoup réac classique, certaines voix, même de syndicats de travailleurs de l'université, ont exprimé leur solidarité avec les événements et avec les blessés.

En Colombie, le mouvement offensif anarchiste est bel et bien vivant, et la volonté d'exprimer des idées radicales par des moyens radicaux est clairement palpable.

Pour l'anarchie. Pour le chaos.

quelques anarchistes

[1] Particulièrement, nous parlons des prisonnier-e-s du mouvement contre la loi travail de 2016, dont certain-e-s sont toujours incarcérés, et d'autres personnes en prison après l'expulsion du Bois Lejuc, une zone occupée en lutte contre un projet d'enfouissement de déchets nucléaires dans l'est de la France.

[2] Rage et solidarité (A) ; Vive l'émeute ! ; Flics = bâtards ; (A)-K Anarchistes au combat

en [allemand](#), [anglais](#)

france

[Hautes-Alpes] 1 maraude, 10 douaniers et 1 bébé...



Une histoire de frontière, de flics, de maraudeurs et de naissance...

Samedi 10/03/18, Montgenèvre aux alentours de 21h.

Une maraude ordinaire comme il s'en passe tous les jours depuis le début de l'hiver.

Au pied de l'obélisque une famille de réfugiés marche dans le froid. La mère est enceinte. Elle est accompagnée de son mari et de ses deux enfants (2 et 4 ans). Ils viennent tout juste de traverser la frontière, les valises dans une main, les enfants dans l'autre, à travers la tempête.

Nous sommes 2 maraudeurs à les trouver, à les trouver là, désemparés, frigorifiés. La mère est complètement sous le choc, épuisée, elle ne peut plus mettre un pied devant l'autre. Nos thermos de thé chaud et nos couvertures ne suffisent en rien à faire face à la situation de détresse dans laquelle ils se trouvent. En discutant, on apprend que la maman est enceinte de 8 mois et demi. C'est l'alarme, je décide de prendre notre véhicule pour l'emmener au plus vite à l'hôpital. Dans la voiture, tout se déclenche. Arrivés au niveau de la Vachette, elle se tord dans tous les sens sur le siège avant. Les contractions sont bien là... c'est l'urgence. J'accélère à tout berzingue. C'est la panique à bord. Lancé à 90km/h, j'arrive à l'entrée de Briançon...et là, barrage de douane.

Il est 22h. « Bon sang, c'est pas possible, merde les flics ! ». Herse au milieu de la route, ils sont une dizaine à nous arrêter. Commence alors un long contrôle de police. « Qu'est ce que vous faites là ? Qui sont les gens dans la voiture ? Présentez nous vos papiers ? Ou est ce que vous avez trouvé ces migrants ? Vous savez qu'ils sont en situation irrégulière !? Vous êtes en infraction !!! »... Un truc devenu habituel dans le briançonnais. Je les presse de me laisser l'emmener à l'hôpital dans l'urgence la plus totale. Refus ! Une douanière me lance tout d'abord « comment vous savez qu'elle est enceinte de 8 mois et demi ? » puis elle me stipule que je n'ai jamais accouché, et que par conséquent je suis incapable de juger l'urgence ou non de la situation. Cela m'exaspère, je lui rétorque que je suis pisteur secouriste et que je suis à même d'évaluer une situation d'urgence. Rien à faire, la voiture ne redécollera pas. Ils finissent par appeler les pompiers. Ces derniers mettent plus d'une heure à arriver. On est à 500 mètres de l'hôpital. La maman continue de se tordre sur le siège passager, les enfants pleurent sur la banquette arrière. J'en peux plus. Une situation absurde de plus.

Il est 23h passés, les pompiers sont là...ils emmènent après plus d'une heure de supplice la maman à l'hosto. Les enfants, le père et moi-même sommes conduits au poste de police de Briançon à quelques centaines de mètres de là. Fouille du véhicule, de mes affaires personnelles, contrôle de mon identité, questions diverses et variées, on me remet une convocation pour mercredi prochain à la PAF de Montgenèvre. C'est à ce moment-là qu'on m'explique que les douaniers étaient-là pour arrêter des passeurs. Le père et les deux petits sont quant à eux expulsés vers l'Italie. Pendant ce temps-là, le premier bébé des maraudes vient de naître à Briançon. C'est un petit garçon, naît par césarienne. Séparé de son père et de ses frères, l'hôpital somme la PAF de les faire revenir pour être au côté de la maman. Les flics finissent par obtempérer. Dans la nuit, la famille est à nouveau réunie.

La capacité des douaniers à évaluer une situation de détresse nous laisse perplexe et confirme l'incapacité de l'État à comprendre le drame qui se trame à nos maudites frontières.

Quand à nous, cela nous renforce dans la légitimité et la nécessité de continuer à marauder...toutes les nuits.

Signé : Un maraudeur en infraction.

Rendez-vous Mercredi 14 mars à 9h à la PAF de Montgenèvre pour soutenir le camarade maraudeur convoqué.

Omar, exilé occupant de Paris 8, enfermé en Centre de Rétention

Un des participants de l'occupation de Paris 8 est actuellement enfermé au CRA du Ménil Amelot. Il risque l'expulsion vers le Tchad le 15 mars.

Ce texte est issu d'échanges avec et de textes écrits par Omar, exilé occupant de l'Université Paris 8, depuis sa cellule du Mesnil Amelot. Omar a été raflé à la préfecture de Créteil alors qu'il venait renouveler son récépissé de demande d'asile le 27 février dernier. Omar est dubliné. Cela faisait plusieurs semaines qu'il était assigné à résidence. C'est pour cela que certain.e.s d'entre nous étaient parti.e.s l'accompagner pointer au Commissariat de St-Maur-les-Fossés.

A lire aussi : Face aux politiques migratoires racistes, occupons plus de lieux

L'assignation à résidence, mesure caractéristique de la loi sur l'État d'Urgence, est le commun de beaucoup d'exilé.e.s. Elle préexistait à sa mise en place, et a survécu à la fin de cet État d'exception légalisé.



« Je m'appelle Omar Hussein, je suis de nationalité soudanaise.

Je suis arrivé en Italie en juin 2017. À mon arrivée à Lampedusa, au sortir du bateau, j'étais très fatigué et on m'a pris mes empreintes de force.

La police m'a menti sur le sens de ces empreintes. Je ne savais pas qu'on les garderait.

Puis j'ai été à la rue. J'ai dormi dans le froid, comme si je n'étais pas un être humain et ce alors que je suis en Europe pour trouver une protection.

Est ce qu'il y a de la sécurité dans la rue ? Tout ce qu'on trouve dehors, ce sont des voleurs, des criminels et des alcooliques. Au milieu de ce chaos je ne me suis jamais senti en sécurité.

C'est pour cela que j'ai décidé de venir en France. Là bas, j'ai demandé l'asile politique ou économique. J'ai recherché une protection et la sécurité.

J'ai demandé l'asile en bonne et due forme et j'ai respecté tous mes rendez-vous administratifs.

J'ai été assigné à résidence et j'ai dû signer tous les jours au commissariat du 11 janvier au 6 février.

Un jour, la Préfecture de Créteil m'a donné rendez-vous, j'ai demandé à la dame au guichet si je devais continuer à aller signer.

Elle m'a répondu que non.

Le 26 février dernier au matin 3 policiers m'ont attrapé.

Ils m'ont mis dans une petite pièce sans fenêtres à côté du bureau et m'ont menotté après m'avoir fouillé de façon très violente et humiliante puisqu'on m'a déshabillé. On m'a ensuite emmené au commissariat et on m'a mis en cellule. »

Omar a été emmené au LRA de Choisy-le-Roi. Il y est resté 27h avant d'être transféré au CRA du Mesnil Amelot.

Le LRA (Local de Rétention Administratif) est un des chainons du mécanisme d'expulsion des étrangers.e.s illégalement.e.s. Plus discret et plus petit que le CRA il n'en est pas moins violent.

Il y a dans ce lieu 12 places pour 23 policiers.

En 2011, les responsables ont interdit les jeux de cartes, sous prétexte de prévenir les tentatives de suicide. Il n'y a pas de permanence médicale dans ce lieu, et depuis 6 mois il n'y a pas non plus d'association d'aide juridique qui permettrait à Omar et aux autres de faire valoir leurs droits.

Le 27 février nous essayons de lui rendre visite. Nous arrivons au CRA à 17h30 après avoir appris à 14h30 qu'il avait été déplacé.

La présence de nombreux.ses migrant.e.s hébergé.e.s avec lui parmi les visiteurs.ses, gêne manifestement les policiers.e.s qui se livrent à une fouille minutieuse et longue de toutes les personnes. Devant les grilles de la table puis 100 mètres plus tard devant le sas pour le parloir où nous sommes fouillé.e.s une seconde fois.

Le temps de faire appeler Omar et de négocier avec les flics pour faire entrer ses ami.e.s et des interprètes, on nous explique que le temps des visites est terminé.

Les horaires des visites et les conditions dans lesquelles elles se déroulent varient d'un CRA à l'autre, signe de l'arbitraire qui y règne.

« *Le règlement du lieu c'est le policier que vous avez en face de vous* », nous a dit un gardien ce jour-là. Le 28 février, Omar est passé, comme l'exige la procédure, devant le Juge des Libertés et des Rétentions qui a confirmé son placement en CRA pour 28 jours et ce malgré les jurisprudences de la Cour de Cassation et celle de la Cour de Justice de l'Union Européenne qui se sont clairement prononcées contre l'enfermement des migrant.e.s dubliné.e.s.

Dans son jugement du samedi 30 mars la Cour d'Appel de Paris confirme la décision du juge du CRA. Motif principal : Risque de fuite. On ne reconnaît pas les radios et le certificat médical produits lors de l'audience.

« Tout est clair dans les deux tribunaux. Ils sont tout le temps d'accord avec la préfecture. C'est joué d'avance. On ne me laisse pas parler ou quand on le fait on sent que ça ne change rien. Ils disent que

je ne me suis pas présenté pour signer mais c'est faux, la seule fois où je ne suis pas venu signer, c'est pour aller à l'hôpital » (Omar au téléphone le 4 mars)

Adam, son ami tchadien, qui a été logé dans le même centre d'hébergement confirme : « Tout le monde peut témoigner, c'est l'ambulance qui est venu le chercher au Centre d'Hébergement. On peut même vérifier à l'hôpital de Lariboisière »

Dimanche 4 mars : Omar nous appelle d'un petit téléphone que nous lui avons fait passer secrètement lors de son audience au tribunal à Paris (le sien qui comporte une caméra lui a été confisqué car c'est interdit là bas).

« Mon nom est affiché sur le vol du 15 mars pour Milan à 8h du matin »

Texte publié sur : <https://collectifsanticra.wordpress.com/2018/03/08/omar-exile-occupant-de-paris-8-enferme-en-centre-de-retention/>

Contact :

mail : paname-solidarite@riseup.net

Twitter : @ExileesOccupP8

Facebook : Les habitant.e.s de P8

[ZAD NDDL – RENNES] « Expansive.info » aurait choisi « son camp » : celui du CMDO* ? Alors autant que ça se sache.

Ces dernières semaines, des voix dissonantes s'expriment, de plein de manières différentes, hors des rails de la communication officielle du mouvement anti aéroport. Les communiqués communs du mouvement n'arrivent plus à étouffer et passer sous silence les désaccords, malgré les coups de force répétés, les signatures et les phrases se posant comme représentatives de « *l'ensemble du mouvement* » et de tou.te.s les habitant.e.s de la ZAD.

Les discours critiques sur les tournants qu'a prise cette lutte, avaient du mal, depuis des mois à sortir du cadre de la zad, du « zad news » ou de discussions plus ou moins informelles.

La communication bien rodée des élites du mouvement, notamment du CMDO, tournait à plein régime pour écrire la seule et unique histoire de cette lutte : la leur, écrasant les autres, et leurs histoires sur son passage. Mais les divers coups de force autoritaires, les manipulations et les jeux politiques autour de cette fameuse « victoire » ont été trop gros, et l'abcès s'est crevé laissant sortir une colère qui n'a pu être, cette fois, contenue et invisibilisée, malgré les pressions, censures, modérations et autres injonctions à l'unité forcée.

Je vais pas revenir en détail sur tout ce contexte, c'est pas l'objet de ce texte ci.

Mais c'est dans ce moment que j'ai lu cette brochure sortie le 18 février sur nantes.indymedia.org : « *Le « mouvement » est mort. Vive... la réforme ! Une critique de la « composition » et de ses élites* ». Car je suis moi-même critique (et bien véner) de la tournure notamment réformiste qu'a pris cette lutte ces dernières années et que je cherche différents textes et complices qui s'y opposent et veulent garder vivants d'autres imaginaires. Bref, j'ai trouvé plein de réflexions dans cette brochure qui m'ont parlé.

J'ai donc décidé de la proposer à la publication sur le site d'info de rennes : « expansive.info » (Ce site fonctionne avec des personnes modérateur.ices qui décident si l'article proposé est publié ou non). Je l'ai posté dès le 20 février, parce que ça me semble important que cette parole existe et que les personnes qui fréquentent ce site comme d'autres, puissent y avoir accès.

Après plus de 3 semaines, voyant que l'article n'était pas publié (alors que le rythme de publication sur expansive est en général de moins de 3 jours), je suis retourné voir sur la partie du site réservée aux personnes

qui ont crée des comptes.

Et j'ai trouvé l'article « *en attente de validation* » avec un commentaire signé d'une des personnes modératrices très active sur le site, et qui disait ces mots :

« *Pas le temps (ni l'envie) de me plonger dans la ènième attaque contre le CMDO et plus globalement de la quasi totalité du mouvement anti-aéroport. C'est important de pouvoir critiquer les mouvements, mais la posture qui consiste à désigner des ennemis à l'intérieur même de ces mouvements a des conséquences : il faut choisir son camp. Et il me semble qu'expansive a déjà choisi, en publiant le texte du CMDO. Si des gens de l'équipe d'expansive trouvent important de publier ce texte, il faudra prendre le temps d'en discuter.* »

Que cette personne n'ai pas le temps (ni l'envie) de lire personnellement cette contribution envoyée sur le site internet qu'elle modère apparemment très activement, pourquoi pas...

Qu'elle en tire des conclusions sur ce que contient cette brochure sans l'avoir lu, ça commence à paraître un peu louche...

Quand arrive l'affirmation de la nécessité de choisir son camp et qu'expansive aurait déjà choisi le sien en publiant le texte du CMDO, ça se précise...

Et ça termine sur une sorte d'ouverture de pseudo discussion avec un petit fond menaçant en mode si t'as vraiment envie que ce texte paraisse, toi qui fait partie de l'équipe de ce site, va falloir que tu prépares tes arguments...

...

Dans un autre commentaire, sur un autre article, il est écrit par une personne modératrice qu'« *expansive a choisi de ne pas publiciser ce « débat* » ». Ce « débat » dont il est question ici, ce sont les désaccords sur la direction qu'a prise cette lutte contre l'aéroport et son monde et le rôle que différents groupes autoritaires ont joué là dedans pour imposer leur manière de voir les choses. Il aurait été plus juste d'assumer que la position d'expansive est de ne pas vouloir publiciser la « critique » de ces groupes et pratiques. Puisque qu'ils n'ont par ailleurs aucun problème à mettre en avant le texte du CMDO qui est -entre autre- une réponse de ce même groupe à ces critiques en question...

Et j'ai pas eu de mal à retrouver l'article du CMDO en question... « *Zad will survive* » (toujours en première page d'expansive depuis plus d'un mois celui là) Et c'est vrai que l'entête de présentation de ce texte donnait déjà un aperçu d'une tendance à vouloir soutenir et mettre en avant un certain discours dans cette période tumultueuse : « *Un texte long mais important, à propos de l'avenir de la zad.* ». Histoire de bien souligner que s'il n'y a qu'un texte à lire, c'est bien celui là. On avait pas eu de problème pour avoir accès à ce discours déjà hyper présent... Tiré en couleur sur papier glacé à des milliers d'exemplaires et diffusé en simultané sur de nombreux sites internet, c'est vrai qu'ils savent se rendre visibles (quand ils le souhaitent). La question de publier ce texte semble par ailleurs n'avoir pas fait beaucoup de remous chez les modératrices d'expansive à en croire l'unique commentaire « *à publier vite !* » et les 75min chrono qui ont été cette fois nécessaires pour le valider et le mettre en ligne ... L'urgence, c'est quand ça les arrange.

En soit je ne vois pas de problème à ce que des personnes qui tiennent un site internet pour porter des idées qui leurs sont importantes refusent de publier des textes qui vont au contraire de leurs idées. Comme le fait qu'elles choisissent d'en mettre en avant d'autres. Je fais la même chose quand je défends et porte mes idées ou que je choisis de ne pas diffuser, ou d'empêcher la diffusion des discours contre lesquels je me bats... Ce que je ferais et fais d'ailleurs avec n'importe quel groupe autoritaire, comme c'est le cas du CMDO.

Je me dis juste que c'était important alors que cela se sache publiquement, et pas juste dans les coulisses...

Pour que les personnes qui fréquentent régulièrement ce site ne s'attendent pas à y trouver d'autres voix qui viendraient critiquer le CMDO par exemple (ou alors avec parcimonie, éventuellement, pour la forme et la façade...). Et puisque les liens entre « la Maison de la grève » et le CMDO n'échappent plus à grand monde, on

peut s'attendre à ce que les textes critiquants les idées et pratiques de ce cher groupe autoritaire rennais ne passent pas non plus le filtre de la modération...

En en discutant autour de moi, j'ai appris que d'autres textes critiques de ce tournant réformiste et autoritaire de la lutte « contre l'aéroport et son monde » avaient déjà été refusés à la publication sur ce même site. Sans que personne d'autre que les modérateur.ices, ne s'en aperçoivent...

Alors, je me suis dit qu'à défaut qu'ils rendent publiques les raisons de ce refus (ce qu'ils ont assumé ne pas avoir l'intention de faire) comme des précédents, je rend au moins visible cette situation.

Puisque la brochure est destinée à être refusée (aux dires des modérateur.ices), par curiosité, j'ai été voir le texte public d'intention du projet d'expansive.info (<https://expansive.info/Expansive-info-Texte-d-intention-002>) et j'ai vu que nous avons donc des lectures très différentes des mots qu'ils utilisent pour se définir :

En voici quelques extraits...

« *D'aspiration révolutionnaire, anti-capitaliste et anti-autoritaire* »

« *Les membres du collectif ne reflètent pas un groupe politique ni l'expression d'une tendance particulière.* »

« *Expansive.info se veut aussi refléter nos luttes contre toutes dominations et autorités* »

Par ailleurs, le seul motif annoncé dans cette déclaration qui peut justifier d'un refus de publication est le fait que l'article contienne du « *contenu oppressif (termes ou réflexions homophobes, sexistes, racistes, spécistes, âgistes, putophobes, validistes, psychophobes, LGBTQIA-phobes, classistes, etc.)*. »

A chacun.e de se faire sa propre idée de la pertinence des choix éditoriaux au vu de ces quelques principes énoncés...

Ah, mais me dira-t-on peut-être, c'est un texte d'intention... Et la réalité est toujours bien plus complexe. C'est sans doute que je suis trop puriste, qu'il faut savoir faire des compromis et faire des choix stratégiques...

Euh...

Désolé mais pas désolé, j'ai pas envie !

PS : Et j'imagine bien que, là encore, il y a une diversité de personnes qui participent à ce projet d'expansive. Que ce rapport au CMDO, ou à la Maison de la grève, par exemple n'est sûrement pas unanime. Mais si c'est le cas et si des choix ne vous vont pas dans la tournure que prend ce site, bougez vous pour que ça se sache comme d'autres le font quand ils et elles participent à une lutte et que le discours qui en sort publiquement ne leur convient pas. Si on ne souhaite pas se faire bouffer par le discours dominant et/ou servir ses intérêts, il n'y a pas beaucoup d'autres choix que de faire exister nos idées et nos pratiques, quand bien même c'est conflictuel, dissonant et non consensuel.

PS 2 : la brochure non publiée par expansive est toujours consultable ici :

<https://nantes.indymedia.org/zines/40146>

PS 3 : Juste pour la blague, je « propose à la publication » ce texte sur expansive... Voyons voir !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[ZAD NDDL] Pour un avenir commun dans le bocage : Appel à rassemblement le 19 mars à 13h

Au cours de longues années de lutte finalement victorieuse, le mouvement dans son ensemble a construit un projet de territoire soucieux des communs, du soin du vivant, d'une vision paysanne et de la place nécessaire aux expérimentations sociales.

Il a mandaté pour défendre ce projet auprès des institutions une délégation intégrant l'ensemble de ses composantes – habitant.e.s, paysan.ne.s, élu.e.s, naturalistes, voisin.e.s.

CONCRÈTEMENT, CECI PASSE D'ABORD PAR PLUSIEURS QUESTIONS MAJEURES :

- **le refus de toute expulsion des habitant.e.s actuel.le.s de la Zad**
- **le gel de la situation foncière et de la redistribution institutionnelle des terres**
- **la création d'une entité issue du mouvement qui gère l'ensemble des terres préservées afin que celles-ci aillent en priorité à de nouvelles installations et non à l'agrandissement.**
- **l'amnistie des personnes condamnées dans le cadre du mouvement anti-aéroport.**

Après un premier rendez-vous où le projet commun a été exposé, la Préfecture refuse à ce jour de poursuivre les échanges avec la délégation commune. Elle a constitué un comité de pilotage qui se réunira une première fois le 19 mars à 14h à la préfecture. Ce comité de pilotage ne permet en aucun cas de répondre aux questions posées par la crise environnementale et sociale. Il ne prend pas en compte les solutions portées par le mouvement pour y répondre à son échelle. Ce comité se donne une vocation purement agricole qui laisse de côté toute une partie des usager.e.s actuel.les de ce territoire et des thématiques pour nous indissociables : l'habitat, les questions naturalistes, la diversité des usages, un modèle paysan...

La préfecture qui se prévaut d'une volonté d'apaisement a par ailleurs réitéré des menaces d'expulsion sur les habitats de la ZAD à partir du 31 mars.

Nous ne pouvons accepter une vision cloisonnée et laisser les terres pour lesquelles nous nous sommes battu.e.s être reprises en main par les voies du modèle agricole classique dont on connaît partout les conséquences : désertification rurale, disparition des petites exploitations, dégradation continue des sols et de la biodiversité. Il n'est pas concevable que les terres de la ZAD soient morcelées en ce sens. Le mouvement continuera au contraire à revendiquer une prise en charge globale avec une entité issue du mouvement qui inclut l'ensemble des habitats, des projets paysans et des autres activités qui se sont développées ici.

Nous ne ne pouvons pas non plus imaginer un dialogue "apaisé" sous la menace d'expulsions, ni accepter que les habitant.e.s actuel.le.s qui ont préservé ce bocage soient évacué.e.s demain. Le mouvement s'est engagé à des réactions immédiates en cas d'intervention policière. Il porte des solutions et des cadres qui permettent de maintenir l'ensemble des habitant.e.s mais qui exigent une volonté de dialogue et du temps.

Nous sommes toujours prêt.e.s à continuer des échanges qui s'ouvriraient sous de meilleurs auspices et sans ces menaces. Ce dialogue ne peut s'engager qu'avec la délégation commune du mouvement. Nous sommes toujours déterminé.e.s à enraciner l'expérience unique qui s'est constituée sur la zad.

L'ASSEMBLÉE DU MOUVEMENT APPELLE DONC À UN RASSEMBLEMENT LORS DU COMITÉ DE PILOTAGE AVEC TOUTES CELLES ET CEUX QUI SE SENTENT CONCERNÉ.E.S PAR PAR LA DÉFENSE D'UN AVENIR COMMUN DANS LE BOCAGE. RENDEZ-VOUS DEVANT LA PRÉFECTURE LE LUNDI 19 À 13H AVEC UN PIQUE-NIQUE.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Lettre à un.e DRH

Madame, Monsieur,

Je me suis un peu renseigné sur l'entreprise que tu représentes. Actuellement. Parce que vois tu, j'aime assez savoir avec qui je pourrais être amené à partager la majeure partie de mon temps. Toutefois, à la suspicion des égards que tu vas très certainement accorder à l'examen de ma candidature, je te remercie de bien vouloir comprendre que je n'ai pas souhaité non plus y consacrer des heures. Par souci d'équité.

Je n'aime pas trop faire ma promotion.

Déjà parce que ce n'est pas mon domaine ni partie de mes désirs, et s'agissant de plus d'un exercice qui m'est exécration, mais surtout parce que j'apprécie peu la perspective d'être considéré (et encore moins m'auto-considérer) comme étant une marchandise.

Si d'autre part le principal objectif de ce paragraphe consiste pour toi à émettre des doutes ou à le remettre en question, ce qui en soi et paradoxalement pourrait sembler fort légitime, je me permets de me questionner sur l'intérêt de sa rédaction tout en pensant que nous pouvons conjointement admettre que notre relation s'engage sur des bases malsaines de défiance qui préjugent d'assez mauvais auspices.

Toujours au sujet de cette même relation, le fait d'en analyser les opportunités me paraît empiéter sur tes fonctions, portant ainsi le risque de décredibiliser jusqu'à ton existence.

Je puis par contre te proposer afin d'humaniser ce processus de recrutement de nous rencontrer, à la manière dont le feraient des personnes sensibles pouvant être amenées à collaborer. Pour gage de bonne volonté je m'engage à effectuer et prendre à ma charge le déplacement vers tes locaux, pour te permettre de mener cette entrevue dans un contexte qui te sera incontestablement favorable.

Je conçois que ton temps est compté, et même tellement précieux qu'il t'est d'ailleurs rémunéré; mais considérant également cet entretien comme l'essence même de ton emploi j'oserais même aller jusqu'à penser qu'ainsi que mes semblables nous pourrions être jusqu'à ta raison d'être, plutôt qu'une « organisation scientifique du travail » comme le voulait son appellation aujourd'hui dépassée. Pour ma part il s'agira d'une imputation sur mon temps de liberté; non rémunéré.

Tu demeures bien évidemment en possession du pouvoir de refuser cette entrevue ou même d'y donner une suite par un simple retour de mail qui te prendrait quelques instants, un peu moins qu'un café, et bien que cela me soit difficile à concevoir je comprends que cela puisse néanmoins t'exalter.

Avec mes sincères bisous, Madame, Monsieur.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Sévère répression de la manif en soutien à Afrin mardi soir

Hier soir se tenait un rassemblement devant l'ambassade des États-Unis près de la place de la Concorde, en soutien aux habitant.e.s d'Afrin et pour dénoncer l'inaction coupable de la communauté internationale. Mardi soir, le rassemblement, a été réprimé avec une violence inouïe.

Les manifestant.es interpellé.es ont été libéré.es ce matin.

Stop à l'occupation militaire de la ZAD

ZAD : Stop à l'occupation militaire de la D281

Au lendemain de l'annonce de l'abandon du projet d'aéroport à Notre-dame-des-Landes, suite à un ultimatum lancé par le Premier ministre de dégager la D281, l'AG des opposant.es a décidé de "libérer" ladite route des

chicanes. Depuis, une poignée de salariés de la DIR, direction interdépartementale des routes, effectue tous les jours des travaux, coupe des haies, cure des fossés, rebitume la route...

Ces travaux s'effectuent sous occupation militaire massive de 20 à 50 fourgons, ce qui est inédit depuis avril 2013 : chaque jour deux cents gendarmes mobiles sont présents sur la route, soi-disant pour sécuriser les travaux.

Outre la situation de tension créée, ce flicage est aussi l'occasion d'un fichage de la zone : dans les premiers jours de l'occupation, les gendarmes en ont profité pour s'introduire dans des lieux de vie proches de la route. Depuis, chaque jour, les survols de drones et d'hélicoptère complètent les incessantes vidéos captées par des dizaines de caméras opérées par les gendarmes, et les renseignements accumulés par le Cnoeil*, fourgon dédié à la surveillance surmonté d'un mat-caméra télescopique 360° identifiant des gens à 200m.

Par ailleurs, malgré les propositions des Naturalistes en lutte pour un défrichage de la route respectueux de la nature, la DIR massacre tout sur son passage, allant même jusqu'à buser les fossés.

La CNT 44 exprime toute sa solidarité avec les habitant·es qui chaque jour subissent cette occupation, et y font face pour s'assurer que les gendarmes ne s'introduisent plus dans les lieux de vie.

Nous exigeons la fin de cette occupation militaire, qui ne sert qu'à faire monter la tension pour justifier d'éventuelles expulsions annoncées par la préfète après la fin de la trêve hivernale.

Nous appelons tou·tes les opposant·es au projet d'aéroport et son monde à rester vigilant·es sur cette situation et à se montrer solidaires des occupant·es.

Flics hors de nos vies, gendarmes hors de la ZAD !

CNT 44, mars 2018

**Cellule nationale d'observation et d'exploitation de l'imagerie légale*

Photo



Journée de discussion sur les perspectives de lutte anticarcérale au CSA d'Ivry

Nous nous nourrirons de témoignages de luttes passées et présentes, de l'extérieur comme de l'intérieur ou dans une dynamique de va-et-vient entre les deux. Suivra une discussion sur les perspectives de luttes anticarcérales à Paris et ses alentours. Le samedi 7 avril, à partir de 10H

Personne ne peut être assuré.e de n'avoir jamais à subir la prison, que ce soit en étant enfermé.e ou à travers ses proches. Il faut garder en tête que la prison, ainsi que la police et la justice en amont, dirigent leur répression spécifiquement contre les personnes qui ne veulent pas rester à leur place de dominé.e. La prison représente la sanction ultime de l'arsenal répressif par lequel l'État cherche à anéantir toute envie de débrouille, de refus, de révolte. A l'extérieur, la crainte du passage en taule ou l'espoir d'un contrôle judiciaire moins strict te fais accepter de travailler gratos pendant des TIG ou encore de normaliser ta vie en fonction de leur morale. A l'intérieur des murs, la carotte des remises de peines, l'espoir d'une cellule en régime ouvert ou le bâton du mitard permettent à l'administration pénitentiaire d'obtenir le calme à peu de frais. Par cette gradation des sanctions la justice et l'administration pénitentiaire trient, isolent, pour mieux maintenir chacun-e sous contrôle, et qu'on devienne nos propres flics.

Même si ce constat du rôle de la prison dans la bonne marche de ce monde est plutôt partagé au sein des luttes anticapitalistes et libertaires, on peine à s'y attaquer réellement. Notre rapport à la prison se cantonne souvent à l'urgence : celle de l'antirépression pour éviter que des camarades s'y retrouvent enfermé.e-s, ou bien du soutien quand certain-e-s se retrouvent dedans. Même si ces formes d'entraide et de solidarité sont nécessaires et bienvenues, elles restent un privilège dont ne disposent pas tou-te-s les prisonnier.e.s et ne devraient pas se substituer à une dynamique de lutte contre la taule.

La lutte anticarcérale doit être dirigée contre la prison et son enfermement, mais aussi contre le système de surveillance et de gestion des populations qu'elle sous-tend. On ne peut pas se contenter de murs repeints, de douches qui ne sentent plus la pisse et de l'éloignement des rats. On ne peut pas souhaiter substituer à la prison la surveillance électronique, ou l'assignation à résidence. Il est temps que les luttes anticarcérales reprennent force et détermination. Il est temps que la prison soit considérée autrement que comme un simple outil de répression des luttes. La prison est au cœur des logiques d'exploitation et d'oppression, c'est pourquoi il faut la combattre.

Nous proposons une journée de discussion et de réflexion sur cette thématique. Nous nous nourrirons de témoignages de luttes passées et présentes, de l'extérieur comme de l'intérieur ou dans une dynamique de va et vient entre les deux. Ces témoignages précéderont une discussion sur les perspectives de luttes anticarcérales à Paris et ses alentours. On pense par exemple aux différents projets carcéraux actuels, comme le plan de construction de nouvelles prison où bien la réouverture prochaine de la prison de la Santé.

Le samedi 7 avril

Programme de la journée :

10h - extraits du film « COPEL : Une histoire de révolte et de dignité » (2017)

11h30 - intervention sur les luttes à l'intérieur

13h - repas

14h - discussion autour de la lutte contre la maxi-prison à Bruxelles

15h30 - discussion sur les perspectives de luttes anti-carcérales

au Centre Social Autogérée Vaydom
37 rue Marceau, 94200 Ivry-sur-Seine
M7 Pierre&Marie Curie / T3 Maryse Bastiee

N'hésitez pas à apporter vos gâteaux, on fournit le thé et le café !

Photo



Notre-Dame-des-Landes : Guerre d'usure sur la RD281 contre les expulseurs

Presse Océan / jeudi 15 mars 2018



Le Département de Loire-Atlantique annonce avoir porté plainte ce jeudi matin à la gendarmerie de Blain pour **des dégradations commises la nuit passée sur la RD 281, ex route des chicanes**, qui traverse la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Les travaux d'enrobé de la chaussée, réalisés la veille autour du secteur des Planchettes sous la surveillance des gendarmes, ont été dégradés « en 5 ou 6 endroits », selon un proche du dossier.

« Dans ces conditions, la finalisation des travaux étant compromise et la sécurité des usagers n'étant pas garantie, **le Département suspend les travaux et maintient son interdiction de circulation** », indique la collectivité dans un communiqué. Initialement, **la réouverture de cette route, fermée à la circulation depuis novembre 2012, était envisagée en début de semaine prochaine. Ce ne sera donc pas le cas.**

« Il est inutile de gaspiller de l'argent public si les travaux sont aussitôt et systématiquement vandalisés, précise le Département. Il revient à l'État d'assurer l'état de droit sur cette zone comme il le fait sur le reste du territoire ».

Fin février, des premières dégradations, plus légères, avaient été commises sur des buses d'évacuation des eaux pluviales.

This entry was posted in [Antitech](#) and tagged [Loire-Atlantique](#), [Notre-Dame-des-Landes](#), [ZAD](#). Bookmark the [permalink](#).

Sélection à la fac ? Non, dévastation des facs !

Besançon : Sélection à la fac ? Non, dévastation de la fac !

L'Est Républicain / vendredi 16 mars 2018



« Indignation », « exaspération », « découragement »... Ce vendredi matin, les mots se bousculent dans la bouche du directeur de l'UFR SLHS, André Mariage, pour caractériser les spectaculaires dégradations ayant frappé la fac de Mégevand.

« Les six salles du bâtiment Parisiana ont été dévastées. Et j'insiste sur ce terme. Dévastées. Tous les moniteurs d'ordinateurs ont été détruits (Ndlr : une quarantaine au total). Tous les meubles audiovisuels ont été détruits. Cinq autres salles du site Megevand ont été ouvertes. Des vidéoprojecteurs ont été volés, leurs fixations au

plafond ont été arrachées. Tout le câblage a été détérioré. Mes services sont en train de chiffrer le préjudice, mais je pense qu'il se comptera en dizaine de milliers d'euros », décrit le directeur.

La veille, les locaux de Granvelle avaient été occupés par un groupe de jeunes étudiants. Les accès bloqués. Les cours annulés. Une situation qui s'était déjà produit le 14 février dernier, en écho à un projet de réforme de loi sur l'accès à l'université.

Les actes du jour font suite à une première série de vandalisme, perpétrée le 9 mars dernier : « L'amphi Donzelot et l'Arsenal avaient été tagués avec des messages haineux à connotation politique. Ce qui nécessitera des heures et des heures de peinture à refaire. Des distributeurs de friandises et de boissons avaient aussi été explosés », liste André Mariage.

Le directeur de l'UFR projetait ce vendredi matin de diffuser un message à l'intention de l'ensemble des étudiants et du personnel, pour dire « son indignation face à des actes aussi lâches », explique-t-il. « Il y aura bien sûr dépôt de plainte », ajoute-t-il, « ces destructions volontaires d'un bien commun sont inacceptables. Tous les efforts de l'UFR à propos des équipements et de la remise en état des locaux sont bafoués. Ces actions de certains individus ne correspondent en rien à l'intérêt d'un mouvement et donnent une image déplorable ».



Une pensée pour les familles des machines à café...

Nantes, 15 mars, éclaircies dans un ciel gris ?

Indymedia Nantes / vendredi 16 mars 2018

4 000 manifestants dans la rue, dont 2 000 jeunes –

Malgré les attaques en flux continu du gouvernement Macron contre la quasi totalité des secteurs du monde du travail, de la jeunesse, et contre des portions de plus en plus large de la population, la rue reste calme, trop calme. Mais ces dernières semaines, des frémissements s'incarnent à travers des mouvements d'occupation en solidarité avec les exilés, qui s'organisent dans de nombreuses villes, en particulier dans les facs. En parallèle, la lutte contre la sélection à l'université, qui exclura de fait les plus précaires de l'accès aux études supérieures, se construit patiemment. De nombreuses universités se sont mises en mouvement au mois de février et de mars, notamment Bordeaux, Poitiers, Toulouse, Rennes, Caen, Nantes, et bien d'autres. Des assemblées réunissent un nombre toujours plus conséquent d'étudiants, et les blocus se multiplient.

La manifestation du jeudi 15 mars fait donc figure de retour d'une certaine conflictualité après une trop longue accalmie sociale. Avant le lever du jour, les étudiants reconduisent le blocage du campus de Nantes. A Nantes, en début d'après-midi, les colères se convergent et la manifestation est particulièrement hétéroclite. Se côtoient

retraités, salariés d'EHPAD réclamant plus de moyens, étudiants en lutte, ou encore exilés qui participent au mouvement d'occupation solidaire. Sous une pluie diluvienne, la foule de plusieurs milliers de personnes fait preuve d'une grande patience en attendant la fin des discours des organisations. Le cortège syndical démarre, retraités en tête, mais s'arrête quelques seulement dizaines de mètres plus loin, devant la préfecture. Les organisateurs ont décrété la fin du parcours. Une grande partie des 4000 manifestants semble attendre la suite. Il paraît inconcevable d'en rester là.

Contre toute attente, une salve de feux d'artifice atterrit rue de Strasbourg sur une ligne de policiers qui tirent immédiatement une grande quantité de gaz et de balles en caoutchouc sur la foule. Foule qui repart en sens inverse, pour une longue manifestation sauvage, emmenée par la jeunesse nantaise. D'un pas rapide, un gros millier de manifestants arrivent à emprunter les rues d'ordinaire interdites par les dispositifs policiers. Les slogans font le lien entre la sélection à l'université, la sélection raciste des exilés aux frontières, et la question des expulsions. La convergence des luttes en mots et en actes. La rue du Calvaire est reprise dans une grande clameur, puis le cortège redescend vers la Place Graslin, se heurtant à des policiers de plus en plus nombreux et agressifs, qu'il s'agit d'éviter et de contourner. **Place Bretagne, une agence de trader voit sa vitrine brisée**, alors que les manifestants se retrouvent tassés sur la voie de tram. Un groupe tente de s'échapper par la rue de l'Arche Sèche, et se retrouve sévèrement poursuivi par des BACeux. Les manifestants restants sont chargés par des gendarmes qui envoient de nombreuses grenades lacrymogènes, parfois en tir tendu. Les derniers courageux se dispersent par grappes, et sont parfois poursuivis par la police, qui a manifestement, ici encore, la consigne de terroriser. « A Nantes on ne peut pas manifester librement, sans que la police intervienne » déclare un étudiant. 4 interpellations sont à déplorer, et au moins un blessé.

Loin d'être aussi morose que prévue, cette manifestation a montré son hétérogénéité, et a mobilisé malgré un temps exécrable. Le cortège, composé pour moitié de lycéens et d'étudiants, qui ont poursuivi la prise de rue pendant plusieurs heures, a su déployer beaucoup d'énergie. Quelques rayons de soleil dans une période maussade. Plutôt encourageant, en attendant la grande journée de mobilisation du jeudi 22 mars ! [...]

Nantes Révoltée

Plusieurs facs bloquées, notamment dans le sud, mais des manifs en sourdine

extrait de Paris-Luttes / mercredi 14 mars 2018

Au retour des vacances scolaires et universitaires, les AG, blocages et occupations ont repris de plus belle dans de nombreuses universités. Comme depuis le début de la mobilisation, le sud reste à la pointe avec des AG oscillants entre 1000 et 2000 personnes à Toulouse et à Montpellier. **Au Mirail, un bâtiment est occupé depuis maintenant près d'un mois**, les journées de blocage ponctuel ont laissé la place à un blocage reconductible depuis maintenant une semaine. **À Bordeaux, un amphi occupé a été violemment évacué par les flics mardi 6 mars, en réponse le blocage de la fac a été voté pour ce jeudi.**

La mobilisation demeure également importante à Tours, où la fac des Tanneurs est bloquée et occupée ce mercredi 14 pour protester contre la venue de Macron et Vidal. Du côté de Rennes 2, à peine rentrée de vacances ce lundi, le blocage a été voté pour la journée du 15. [...]

Du côté de l'Ile-de-France, **si les universités de Nanterre (blocage jeudi dernier) et de Paris 1 (reprise des AG sur les différents sites) restent les plus mobilisées, la contestation commence à s'élargir.** Une fac comme Paris-Sud, absolument pas mobilisée avant les vacances, a ainsi vu sa première AG organisée jeudi

dernier sur le campus d'Orsay. Par ailleurs, l'AG inter-établissements continue à se réunir régulièrement afin de proposer un cadre de coordination aux différentes luttes de l'éducation en IDF.

Bar- Le-Duc (55000) Procès lundi 19 mars : appel à soutien

<https://vmc.camp>

Le 22 février dernier, 2 de nos ami.es et camarades ont été arrêtées. L'une lors de l'expulsion du bois Lejuc, l'autre 8h plus tard, lorsque les flics forcent l'entrée de la Maison de Résistance à Bure. Iels sont en prison depuis.

Aka, habitant du bois, est accusée de velléité incendiaire et de violences lors de son arrestation.

Laura est accusée de rébellion lors de l'assaut de la maison par les flic. Iel a écrit [une lettre publique](#).

Nos deux copaines ont refusé de collaborer au fichage ADN, refusé aussi la comparution immédiate. Le juge a alors décidé de les mettre en taule jusqu'au procès.

En octobre, c'est un autre copain qui s'est fait arrêté à bure, pour transport d'arme par destination. Il a été directement transféré à la prison de fleury. Son procès a eu lieu la semaine dernière. Le juge lui a mis 12 mois de taule dont 4 de sursis.

Ces événements nous rendent triste, nous foutent la rage et nous voulons soutenir les personnes qui subissent la justice.

Le **lundi 19 mars à 15h** au tribunal de bar-le-duc se tient le procès de Aka et Laura. Nous appelons à venir les soutenir.

L'envoi de lettres, les actions décentralisées et toute forme de soutien sont d'autres moyen d'exprimer notre solidarité.

Nucléaire, police, prison... Merci monde de merde !

Les procès auront lieu le 19 mars à 15h. Pour l'envoi de lettres, pour l'instant vous pouvez écrire à Laura et Aka à « Maison de la résistance, 2 rue de l'Église, 55290 BURE » et on se chargera de transférer.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Le Creusot, France : Bureau d'huissier de justice saccagé et incendié

Au petit matin du mercredi 14 mars, l'huissier de justice Bertrand Mouries découvre ses bureaux sans dessus dessous: situés à l'angle de la rue Maréchal Foch et de la rue de l'Yser au Creusot, l'huissier découvre qu'il a été cambriolé. Mais très vite, il remarque que tout a été retourné et saccagé,



ou presque. Les dossiers de l'huissier de justice sont tous détruits, les étagères ont été vidés, les tiroirs également. Et enfin, les flammes ont terminé le saccage.

Bref, à l'exception du bureau d'accueil et son bureau d'huissier qui ont été épargnés, tout a été détruit. Sur décision du Parquet de Chalon-sur-Saône, c'est la Police Judiciaire de Dijon qui a été saisie pour mener l'enquête sur ces faits ayant visé un officier ministériel. L'huissier a donc été contraint de trouver un autre local (rue Maréchal Foch) pour pouvoir poursuivre ses sales activités (la gérance de biens, entre autres).



[Reformulé de la presse locale, 15/03/2018]

Lettre ouverte à mon Assistante Sociale

Le sujet est vaste, commençons par le sens des mots. "Assistante Sociale RSA". C'est par ces mots que vous vous êtes définie dans le dernier message téléphonique que vous m'avez laissé. Je n'aurais pas voulu commencer par un cours de sémantique, mais il me semble essentiel de commencer par là... De mon point de vue, il y a ces gens, coincés sous les gros sabots de la "Société", comme on dit, et votre métier, qui consiste à les aider à ne pas se faire écrabouiller inlassablement, à faciliter la relation "personne en galère" versus "reste du monde". Il se trouve que vous n'êtes pas juste une "Assistante Sociale", vous êtes "spécialisée" en RSA. En 2007, vous n'auriez pas été "Assistante Sociale RMI", vous auriez juste été "Assistante Sociale", le RMI faisant seulement partie de votre panoplie d'outils, vous l'auriez proposé à vos - tiens, comment s'appellent, dans votre langue, les gens de l'autre côté de votre bureau ? "Patients" ? "Clients" ? "Assistés" ? "Bénéficiaires" ? Passons... Aujourd'hui, votre travail consiste à réduire le nombre d'allocataires du RSA par tous les moyens. Autre note sémantique au passage, on ne fait pas d'épargne, de profit, ou de bénéfices sur le RSA, le mot "bénéficiaire" pour nous désigner me semble de fait peu approprié.

Ce glissement du RMI au RSA, n'a pas eu lieu en une nuit le 31 décembre 2007, il est encore en court... S'il a pu se passer "en douceur" pour vous, de notre côté du bureau, on ne peut le voir que comme un broyeur dont le filtre est sans cesse amélioré. Les différences de traitement suivant le département ou l'AS ne faisant qu'en rajouter à l'arbitraire de la sanction et à la justification permanente auquel on est soumis dans ce pays lorsqu'on est pauvre. Que l'on soit bien d'accord : le RMI n'était pas la panacée, mais le recevoir était un droit. Aujourd'hui, le seul droit que vous nous laissez est celui de demander le RSA.

Une certaine classe de la population "bénéficie" elle-aussi d'assistants. Ils en ont besoin pour aller chercher leurs gosses à l'école, leurs costumes au pressing, leurs courses à Monoprix, faire à bouffer, le ménage, répondre au courrier, voire pour des tâches fichtrement plus fictives que ça... Certains de ces assistants sont même payés avec de l'argent public, c'est dire. Personne ne s'est abaissé à traiter François Fillon d'"assisté", ou même de "bénéficiaire", avec ses 7000 € d'argent public à dépenser mensuellement, à sa discrétion. Moi et mes 500 balles, par contre...

Ce que je veux dire par là, c'est que votre travail ne consiste plus à assister les gens de l'autre côté de votre bureau, il consiste à assister ce monstre appelé "Insertion Sociale", à l'aider à gérer (pas "aider") les gens de l'autre côté de votre bureau.

On a vu fleurir, depuis 2012, des convocations pour mauvais allocataires devant ces "équipes", "conseils" ou "commissions", souvent "pluridisciplinaires", jamais composées de la même façon (suivant le département, notamment), mais fonctionnant toujours sur le même mode : une tripotée de guignoles moralisateurs derrière un grand bureau, dont le discours tourne autour des priorités qu'a ou devrait avoir la personne assise en face d'eux. Il paraît que parfois une personne allocataire du RSA siège auprès d'eux, mais rien d'obligatoire dans les faits. Bref, un savant mélange de "Bureau du dirlo", et de "convocation au Tribunal de Police", le tout agrémenté de demande de justification des choix de vie de la personne convoquée, du magasin où elle fait ses courses à son lieu de vie (où et avec qui elle vit, etc.) et de menaces de "riposte graduée" et de suspension plus ou moins définitive de ses allocations.

Vous êtes l'assistante de ce conseil de discipline. Pardon, "Conseil Pluridisciplinaire". Un conseil représentatif de tout et de rien, un conseil "consultatif", mais qui décide, un Tribunal où on ne peut se défendre puisque ce n'est pas un procès, une Autorité qui se torche avec le contrat "d'engagement réciproque" que vous m'aviez fait signer. La signature d'un contrat était pourtant le principal motif de cette convocation.

Vous êtes l'assistante de ce sous-directeur du "développement social et de l'insertion". Il vous envoie faire le sale boulot. Il attend de vous que vous "administriez" la vie des gens que vous étiez sensée "assister", comme on enverrait un administrateur judiciaire gérer une entreprise en dépôt de bilan.

Vous êtes aussi l'assistante de cet "élu de la république", qui vient m'accuser d'avoir "une éthique discutable" et de "presque détourner des fonds publics" parce que je suis bénévole dans une association et que je touche le RSA. Je parle bien de cet élu, fer de lance de la campagne de soutien à la candidature de François Fillon dans son département.

Vous êtes enfin l'assistante de la Grande Amirale de l'Aide Sociale du département, bref, votre cheffe, et qui n'a fait que m'accuser de mensonges quand je lui racontais mon expérience de ses services. J'exagère probablement, mais si j'étais un tantinet plus mesquin j'ajouterais "un peu comme un Heinrich Schwarz traitant un Primo Levi de sale petit menteur".

Je ne suis pas naïf, je sais bien le cynisme de cette société. Il n'empêche que, depuis l'intervention de cette (grosse) commission, et malgré votre "assistance", je suis passé du statut de "bénéficiaire du RSA, habitant en colocation dans votre département, avec un projet associatif à moyen-long terme" à celui de "Sans domicile fixe, domicilié administrativement dans un mairie à l'autre bout du pays, en phase de perdre le RSA, sans autre projet ou activité que de trouver un logement abordable avant l'hiver". Dans ce nouveau département, on l'aime bien aussi, le recours à la "commission pluridisciplinaire" : on y est automatiquement convoqué après deux semaines sans "contrat d'engagement réciproque". On y entend, comme partout, des gens (bien) payés pour donner leurs avis éclairés sur les choix de vie de gens dormant dans leur bagnole en hiver, qui ont, quelle audace, décidé que pointer à Pôle-Emploi n'entraîne pas vraiment dans leurs priorités.

Voilà. Tout ce que je peux vous souhaiter, si vous avez atterri dans ce métier par volonté d'aider les gens à ne pas se faire écrabouiller, c'est d'en changer, sinon vous finirez de l'autre côté d'un bureau, écrabouillée vous aussi. Je vous conseillerais aussi de vous informer, surtout auprès de celles et ceux qui viennent de l'autre côté du bureau.

Au bonheur de ne jamais vous revoir.

[Repris d'Indymedia.]

Prison de Grandignan : Les prisonniers refusent de remonter de parloir

Sud-Ouest / mercredi 14 mars 2018

La tension monte à la prison de Grandignan. Mardi après-midi, un mouvement rare de détenus y a eu lieu. **À la fin du temps de promenade, 82 détenus ont refusé de réintégrer leur cellule. Ils protestaient contre l'instauration d'un temps unique de promenade par jour et des retards à répétition dans les livraisons des « cantines »,** unique moyen pour eux d'acheter des produits de la vie courante en prison (tabac, nourriture, produits d'hygiène...).

Le premier point est en vigueur depuis le mouvement des surveillants, en début d'année. Les détenus ne peuvent désormais aller en cours de promenade qu'une fois par jour, pendant trois heures, au lieu de deux fois 1 h 30, le matin et l'après-midi, auparavant.

Les problèmes de « cantine » seraient la conséquence d'une panne d'ascenseur. Cette action a duré une heure et demie avant que le calme revienne. Les détenus ont fini par accepter de rejoindre leur cellule, sans que les équipes spécialisées n'aient à intervenir.

Marseille : Le Bastion Social n'est pas le bienvenu

Marseilles Infos Autonomes / jeudi 15 mars 2018

Le Bastion Social Marseille connaît déjà quelques difficultés lors de ses travaux.

Hier le Bastion Social situé rue Fort Notre Dame à Marseille a reçu sa première visite « amicale ».

Une des vitres accessibles depuis la rue a été brisée et un extincteur de peinture a été vidé à l'intérieur venant redécorer la peinture (aux couleurs du PSG sic) fraîchement finie par les nouveaux occupants.

Les travaux s'annoncent longs et compliqués pour le nouveau terrier des lapinoux.



À nous de rendre leur ouverture (prévue le 24 mars) impossible.

Section Cantonna Nique Tout

This entry was posted in [Antifa](#) and tagged [Bastion social](#), [Bouches-du-Rhône](#), [Marseille](#). Bookmark the [permalink](#).

Bure – Procès lundi 19 mars : appel à soutien

vmc.camp / mercredi 14 mars 2018

Le 22 février dernier, 2 de nos ami.es et camarades ont été arrêtées. L'une lors de l'expulsion du bois Lejuc, l'autre 8h plus tard, lorsque les flics forcent l'entrée de la Maison de Résistance à Bure. Iels sont en prison depuis.

Aka, habitant du bois, est accusée de velléité incendiaire et de violences lors de son arrestation.

Laura est accusée de rébellion lors de l'assaut de la maison par les flic. Iel a écrit une [lettre publique](#).

Nos deux copaines ont refusé de collaborer au fichage ADN, refusé aussi la comparution immédiate. Le juge a alors décidé de les mettre en taule jusqu'au procès.

En octobre, c'est un autre copain qui s'est fait arrêté à bure, pour transport d'arme par destination. Il a été directement transféré à la prison de fleury. Son procès a eu lieu la semaine dernière. Le juge lui a mis 12 mois de taule dont 4 de sursis.

Ces événements nous rendent triste, nous foutent la rage et nous voulons soutenir les personnes qui subissent la justice.

Le **lundi 19 mars à 15h** au tribunal de bar-le-duc se tient le procès de Aka et Laura. Nous appelons à venir les soutenir.

L'envoi de lettres, les actions décentralisées et toute forme de soutien sont d'autres moyen d'exprimer notre solidarité.

Nucléaire, police, prison... Merci monde de merde !

Les procès auront lieu le 19 mars à 15h. Pour l'envoi de lettres, pour l'instant vous pouvez écrire à Laura et Aka à « Maison de la résistance, 2 rue de l'Église, 55290 BURE » et on se chargera de transférer.

[#Athens: Cops Evicted Squats in #Exarchia and #Koukaki this Morning](#)

In the early morning hours cops evicted the Gare, Zaimi and Matrozou squats in Athens, Greece. There are calls for solidarity gatherings. This a first short report. We will publish more information as soon as it's available.

Published by Enough is Enough. Written by [Riot Turtle](#).

Note: *Enough is Enough* is not organizing *any* of these events, we are publishing this text for people across the US and Europe to be able to see what is going on and for documentation only.

Athens: Cops Evicted Squats in Exarchia and Koukaki this Morning

At 06:15am police forces invaded the Gare squat and about 10 minutes later they also invaded Zaimi and Matrozou. Gare was already evicted on November 26, 2017, but re-squatted on the second of December. We don't have exact numbers yet, but from what we know 10 people were arrested and from 10:30am (local time) there will be a solidarity gathering (**ΣΥΓΚΕΝΤΡΩΣΗ ΑΛΛΗΛΕΓΓΥΗΣ στη ΓΑΔΑ Δευτέρα 12 Μάρτη 10:30πμ**).

ALERT: Police forces in the occupations GARE, ZAIMI, MATROZOU [#antireport](#) [#exarcheia](#) [#athens](#) [#greece](#)

— LeoLa (@Rom_LeoLa) [12. März 2018](#)

It looks like the police operation is an act of revenge against the antifa demo in Thessaloniki on Saturday (Tweet below). At least two of the evicted squats were involved in the demo in Thessaloniki.

Thousands of demonstrators in the Balkan Internationalist rally against nationalism right now in [#Thessaloniki](#) [#greece](#) [#skg](#) [#antireport](#) [#antifa](#) pic.twitter.com/EOkinHroXm

— Souidos (@Souidos) [10. März 2018](#)

The Self-Defense Structure of Occupations and Emergency Housing Facility published a statement on [Athens Indymedia](#), here is the full statement (edited Google translation, we hope to receive better translations soon):

Today, Monday, March 12 at 6am, a repressive operation against squats took place in Athens. First there was an invasion of GARE, then of Matozo 54 of the Squad and the Koukakion Battalion, followed by the invasion of Zaimi. Outside of Matrozo two more comrades were struck, while in Exarcheia the state-run killers thrashed solidarity and threatened the neighborhood.

This extensive repressive operation is a desperate attempt by the state and, in particular, the nationalist left to respond to the massive and militant trans-fascist internationalist-anti-fascist mobilization of solidarity with the occupation of Libertatia in Thessaloniki.

We will not leave anyone alone in the fight. We do not leave a measure of land in state-capitalist looting.

SOLIDARITY CONCENTRATION in GADA Monday 12 March 10:30 pm (ΣΥΓΚΕΝΤΡΩΣΗ ΑΛΛΗΛΕΓΓΥΗΣ στη ΓΑΔΑ Δευτέρα 12 Μάρτη 10:30πμ)

EXTRA CONVENTION 7pm Polytechnic University (Gkin)

Support the Enough is Enough Info-Café

Lesbos, Grèce : Révolte incendiaire des migrants du camp de Moria – 15 mars 2018



Dans le camp pour réfugiés de Moria, sur l'île de Lesbos, des émeutes ont éclaté jeudi 15 mars. Selon les flics, un groupe de jeunes migrants ont saccagé plusieurs bureaux du centre d'identification et d'enregistrement avant d'y foutre le feu. Certains migrants ont protesté contre le rejet de leur demande d'asile et leur retour forcée et imminent vers la Turquie. D'autres, parce que le traitement de leur demande d'asile dure depuis plusieurs mois. Les flics sont parvenus à mettre fin à la révolte en utilisant matraques et grenades assourdissantes.

[Via [Aus dem Herzen der Festung](#), 18. März 2018]

italie

Martano (Lecce), Italy – Paint and stones against the premises of the Northern League



From the local press:

14th February 2018. In the night before Matteo Salvini [the Northern League' leader]'s visit in Martano (Lecce) for the election campaign, the windows of the Northern League's election committee were trashed with red paint and hit with stones.

Translated by act for freedom now!

roundrobin.info

Lampedusa, Italie : Révolte incendiaire contre le hotspot



A Lampedusa, les manifestations (d'environ 150 personnes isolées dans le hotspot) sont continues. Le 8 mars, un feu de détresse a été tiré par des migrants contre le hotspot : c'est la troisième fois en 15 jours.

À 19 heures, un groupe de migrants a quitté le centre pour protester de nouveau sur les marches de l'église principale de Lampedusa. Ils racontent qu'après la protestation précédente, qui les avait ammenés à faire une grève de la faim pendant six jours, ils avaient reçu la promesse d'un transfert en Sicile, mais qu'après un mois rien n'a changé. Personne ne veut rester dans le hotspot, et certains afin d'être transférés sont prêts à être

« accusés de vol » : recevoir un ordre d'expulsion dans les sept jours, rejoindre la Sicile, permettrait au moins la possibilité de continuer le voyage vers d'autres pays, et éviter la déportation immédiate en Tunisie.

Vers 20h30, l'incendie s'est déclaré dans deux pièces à l'étage supérieur du premier pavillon, provoquant également la chute de la mezzanine. L'incendie ne s'est pas propagé davantage en raison de l'intervention rapide des pompiers présent dans le hotspot, afin d'empêcher les protestations des détenus et les fréquents incendies détruisent les pavillons, comme cela s'est produit par le passé en 2009, 2011 et deux fois en 2016. Deux autres équipes de vv.ff. (pompiers volontaires, ndt) que dans deux heures ont endigué les flammes.

Sont intervenues également les forces de l'ordre en tenue anti-émeute pour contenir la manifestation et la sortie du hotspot.

[Revu et repris de hurriya.noblogs.org par [Article 13](#)]

Saboter l'énergie. La lutte contre la construction du gazoduc TAP dans le Salento

indymedia grenoble

Saboter l'énergie. La lutte contre la construction du gazoduc TAP dans le Salento, ed. Sans Patrie, mars 2018, 54 p., A5

Quelques mots d'introduction :

La question énergétique fait assurément partie aujourd'hui comme hier des points sensibles de la domination. Après la récupération dans les années 80 des luttes antinucléaires en France et en Allemagne (mais aussi en Suisse et en Italie) pour les dissoudre dans un nouveau capitalisme vert qui dissémine champs d'éoliennes et de panneaux solaires, tout en ayant conservé par ailleurs centrales à charbon ou nucléaires, il est temps de réinterroger à quoi sert toute cette énergie, et quel modèle de société elle sous-tend.

Si nous avons souhaité traduire une vingtaine de textes autour de la lutte contre le gazoduc TAP dans le Sud de l'Italie, c'est donc à la fois parce qu'il nous semble important de défendre sa dimension internationaliste (*Ni ici ni ailleurs !*), mais aussi parce qu'une partie des compagnon.ne.s qui y participe sur place porte un contenu offensif et des modes d'auto-organisation qui pourraient bien nous inspirer à Bure comme à Notre-Dame-des-Landes. Bien loin de la composition politique, du localisme et de sa défense d'un environnement trop chouette, ou encore du citoyennisme indigné contre les « projets inutiles », ils ont en effet élaboré au fil du temps des réflexions et des propositions qui entendent d'un côté approfondir cette lutte partielle vers une critique en soi de l'énergie (son usage, ses faux-besoins et ses structures), et d'un autre expérimenter des méthodes d'auto-organisation vers une conflictualité permanente avec un existant mortifère.

Une lutte de ce type n'est bien entendu jamais homogène, et comporte aussi des moments de conflit plus intenses que d'autres. Au printemps 2017, c'est la transplantation de 200 oliviers hors de la zone de chantier qui a déchaîné les passions, avec blocages de route, confrontations avec la flicaille, et même quelques attaques incendiaires. Ce fut aussi l'occasion rêvée pour les politiciens en tout genre d'accourir de partout pour tenter de récupérer ou de ré-encadrer vers des rails institutionnels une révolte qui prenait parfois des accents de rage plus incontrôlables et plus spontanés. Depuis, la zone a été décrétée rouge par le pouvoir avec tout ce qui s'en suit (occupation policière, contrôle du village de Melendugno, répression plus large), et la lutte est redevenue un peu plus atone.

Alors que le chantier du dernier tronçon dans les Pouilles n'en est qu'à ses débuts et que le projet est toujours en cours ailleurs (Grèce, Albanie), il reste beaucoup à faire pour mettre fin à cette nuisance. Comme l'ont

encore écrit récemment quelques compagnons sur place, « en 2017 les travaux du TAP ont continué d'avancer sans que cette détermination initiale redevienne incisive, mais rien n'est encore perdu. Serons-nous encore capable de laisser derrière nous la politique et les bulletins d'adhésion ? Serons-nous encore capables de nous y opposer concrètement et avec courage ? Serons-nous encore capables d'inverser la roue ? Essayer est le minimum qu'on puisse faire. »

Cette petite brochure est donc aussi une proposition. Pour élargir la lutte contre le TAP au-delà des frontières, et offrir à d'autres encore la possibilité de contribuer à inverser la roue.

Des sans patrie

Genova, Italy: Righi telecommunications repeater up in flames **(13/03/2018)**



We live in a world where being connected is essential if we want to keep up with the times and keep pace with the neurotic rhythm that modern society is offering us.

Human relationships have broken up behind displays, Apps.

Without WhatsApp you risk being excluded from your group of friends ... seriously.

At work, in the family, as a couple, we all need to be constantly available: “send your precise position”, “send a selfie “, “listen to this voice message”.

Although we realize that “perhaps” we’re spending a lot of time at home, links are becoming more and more virtual and our first thought as soon as we get in after a day’s work is to turn on the pc, we don’t want to figure out for ourselves that something’s wrong, we’re lying to ourselves.

It’s a well-known fact that technology and its damsels have full control over our lives today, what needs to be analysed is why we’ve accepted it.

Perhaps because we consign ourselves to something we see as bigger than ourselves, perhaps because we are fed up with the unpleasant daily life imposed on us, the frivolous use of technology lightens up the day, or perhaps we even believe it’s useful.

One thing sure is that it is useful to the bosses!

Above all else technology and its equipment produce alienation.

The emptiness derived from this mediation is functional to power for keeping its hold firmly on the reins, not by chance new “Apps” such as Youpol turn frustrated citizens into guard dogs of power. The fact is that for one reason or another we always have a screen in front of our eyes, big or small according to preference.

We delegate any choice whatsoever to a plastic and silicon object, now an actual extension of our body, and in moments of relaxation we rely on real opiates: TV series, online games, soccer games. What we are experiencing today, turning us into unaware “perpetrators and victims” is the dramatic lobotomization of the human race.

In order to be spread, these new drugs require structures (pylons, antennas, repeaters) and instruments (software, panels of control) diffused far and wide throughout the country.

This makes it easier to attack them and harder for the authorities to defend them.

So for these reasons and thousands of others we are taking responsibility for our actions and claiming the attack on one of the main Telecom repeaters on the heights of Righi.

The cameras and motion detectors defending the metallic monster within the fenced-off area are many, but with the passion for freedom and a certain degree of determination certain obstacles can be overcome.

Once we positioned everything necessary we triggered the fuse ... in a flash the parasitic light of the city passed into the background. Twenty litres of petrol took shape and our eyes and hearts lit up with joy!

It matters little if we are not understood, we are not seeking consensus but accomplices.

We are beyond miserable political calculation, we leave that to whoever wants to domesticate the masses by deluding them with the chimera of giving power to the people.

That said and done, we are not being as presumptuous as to say that we have fully dissected and solved the causes of the self-enslavement that society, which we also belong to, has become a material author of, but invite all those who feel close to such practices to take part in the celebration and continue attacking the techno-industrial apparatus.

We too have been encouraged by the summer barbecues of repeaters in [France](#), [England](#) and other cities of [Italy](#), including [Genoa](#) (also thanks to those who have taken on the task of translating foreign texts). May the match pass from hand to hand without extinguishing!

ENEMIES OF THIS SOCIETY AND ITS SERVANTS!

SOLIDARITY TO ALL THE PRISONERS OF OP. SCRIPTA MANENT, GHESPE, LISA, TAMARA SOL, MAURIZIO ALFIERI, DAVIDE DELOGU AND ALL THE REBELS IN THE PRISONS ALL OVER THE WORLD!

SOLIDARIETA' A TUTTE/I LE/I PRIGIONIERE/I DELL'OP. SCRIPTA MANENT, GHESPE, LISA, TAMARA SOL, MAURIZIO ALFIERI, DAVIDE DELOGU E A TUTTE/I LE/I RIBELI RINCHIUSE/I NELLE PATRIE GALERE NEL MONDO!

Translated by Act for freedom now!

via:anarhija.info

suisse

Des affiches contres l'agro-industrie et les biotechnologies !

Fermons les labos !

Une science qui promet monts et merveilles

Des généticien.nes qui créent d'innombrables techniques de modification de l'ADN

Des entreprises qui s'approprient les semences

Des gouvernements qui veulent une productivité infinie

Des ingénieur.es qui inventent une agriculture sans humains

Des paysan.nes qui se suicident

La biodiversité qui s'effondre

Des consommateurs-trices qui acceptent

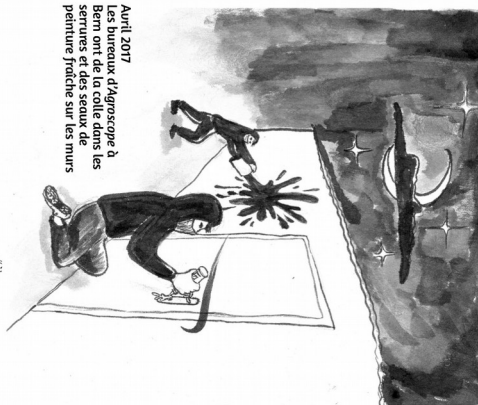
Un système totalitaire qui se met en place

Il n'est jamais trop tard pour résister

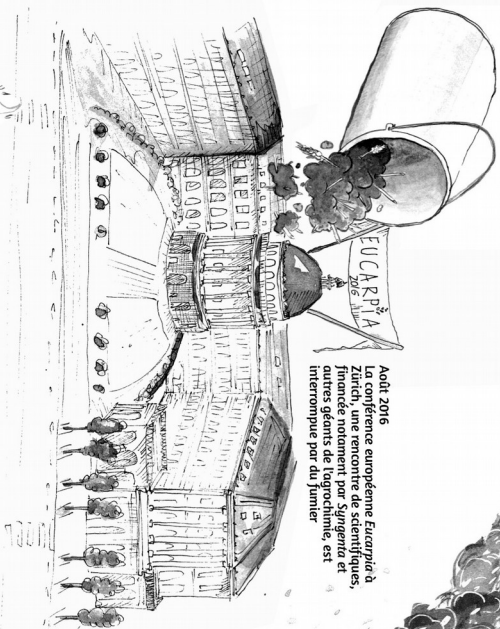
Ensemble nous sommes plus fort.es

QUE CRÈVE LA DOMINATION !

QUE VIVE LA SOLIDARITÉ, QUE VIVE LA LIBERTÉ !



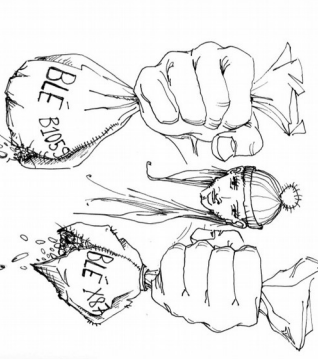
Avril 2017
Les bureaux d'Agroscope à Bern ont de la colle dans les serrures et des seaux de peinture fraîche sur les murs



Avril 2016
La conférence européenne Eucarpia à Zurich, une rencontre de scientifiques, fincée notamment par Syngenta et autres géants de l'agrochimie, est interrompue par du jus de jus



Juillet 2015
Incendie de camions remplis de fourrage OGM dans la province de Padove (Italie)



Mai 2017
Des machines et semences de Delley Semences & Plantes sont sabotées à Delley (VD)

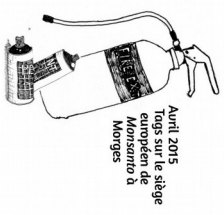


Avril 2017
Des cocktails Molotov sont lancés sur des labos de Monsanto à Cremeno (Italie)

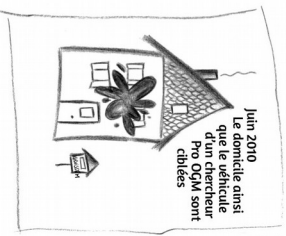
FERMONS LES LABOS !

Une science qui promet monts et merveilles
Des généticiennes qui créent d'innombrables techniques de modification de l'ADN
Des entreprises qui s'approprient les semences
Des gouvernements qui veulent une productivité infinie
Des ingénieurs qui inventent une agriculture sans humains
Des paysannes qui se suicident
La biodiversité qui s'effondre
Des consommateurs-trices qui acceptent
Un système totalitaire qui se met en place

Il n'est jamais trop tard pour résister
Ensemble nous sommes plus fortes
Que crève la domination !
Que vive la solidarité, que vive la liberté !



Avril 2015
Bols sur le siège Monsanto à Morges



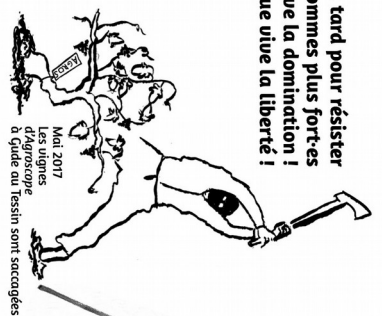
Juin 2010
Le domicile ainsi que le véhicule d'un chercheur Pro OGM sont abiles



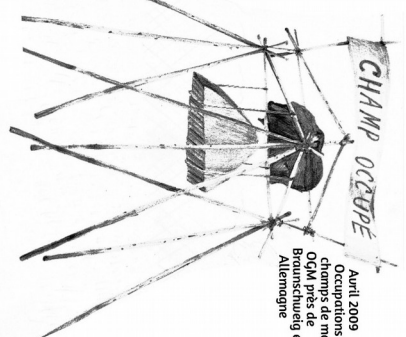
Avril 2015
Monyf contre le champ de maïs OGM à Rechenholz (ZH)



Juin 2008
Le champ d'essai de Rechenholz (ZH) est fauché



Mai 2017
Les vignes d'Agroscope à Gâté au Tessin sont sacrées



Avril 2009
Occupations de champs de maïs OGM près de Braunschweig en Allemagne

Quelques exemples parmi d'autres... Juin 2009 et Juin 2010, le champ d'essais de Pullig est aspergé d'herbicides; Décembre 2014, l'Institut de biologie de Zurich qui cultive son blé OGM dans le champ protégé de Rechenholz (ZH) est attaqué à la peinture; Février 2016, l'ORFV, qui autorise les essais d'OGM est tagué... et c'est pas prêt de s'arrêter!

Bâle, Suisse : Procès en appel contre un compagnon

Le 23 mars 2018 se tiendra un procès devant la cour d'appel de Bâle contre un compagnon anarchiste. Ce procès traite deux affaires remontant à quelques années.

Il s'agit d'une part d'une manif sauvage de la Freiestrasse à Bâle au printemps 2010. Lors de cette journée, quelques individus déterminés sont partis en laissant derrière eux des vitrines de magasins de luxe redécorées et détruites dans l'une des rues les plus friquées de Bâle. A cause de prétendues traces ADN prélevées sur des objets mobiles à proximité de cette rue, le compagnon est accusé d'avoir participé aux innombrables dégradations matérielles.

L'autre allégation s'inscrit dans le contexte d'une des nombreuses actions de perturbation de la « Marche pour la Vie » en 2013, un défilé de chrétiens conservateurs/réactionnaires et d'opposants à l'avortement à Zurich. Le rassemblement haineux des chrétiens fondamentalistes a lieu depuis plusieurs années dans différentes villes et est toujours perturbé par des actions diverses et sauvages. A ce sujet, le compagnon est accusé d'avoir bousculé un flic en civil qui s'apprêtait à arrêter une autre personne.

Dans le premier procès des deux affaires, le compagnon a été condamné à une peine incompressible de 18 mois de prison par le tribunal correctionnel de Bâle en septembre 2016. Décision a été prise de faire appel de ce jugement.

Nous soutenons le compagnon pour ses idées anarchistes, pas parce que nous croyons en son innocence. Nous ne faisons pas de séparation en « coupables » ou « innocents » parce que nous refusons ces catégories construites par l'État et la société. Toutes ces catégories sont utilisées par les dominants pour tous nous gérer et finalement nous maintenir dans les places qu'ils nous assignent.

Pour nous, les actes reprochés au compagnon, en plus d'autres actions directes diverses s'inscrivent dans le cadre d'une lutte pour un monde sans domination. En détruisant une vitrine chatoyante de la logique mercantile capitaliste ou en agissant de manière solidaire lors d'un contrôle de police ou lors d'une arrestation s'exprime un acte autodéterminé, qui démasque et attaque l'Etat et la société capitaliste, sexiste et oppressive. C'est donc dans la logique de n'importe quel Etat de s'attaquer avec acharnement, de poursuivre, de punir et d'enfermer les incontrôlables et leurs idées, qui s'opposent délibérément à lui et mettent à bas ses fondements. La répression ne frappe pas uniquement au moment spécifique du procès au tribunal. Elle est présente chaque jour sous toutes ses formes et ne cible pas seulement nous, subversifs. Elle se dirige également contre tous ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas se conformer à ses lois et à ses frontières, contre les défavorisés et les opprimés qui luttent pour survivre.

C'est pourquoi nous tous aurions pu être ciblé. Mais c'est notre ami et compagnon qui est visé ce 23 mars. L'attaque contre notre compagnon est une attaque contre des actions et des idées rebelles. Même s'ils tentent d'enfermer, d'isoler et de briser nos compagnons et nos semblables, les murs des prisons ne parviendront pas à nous soumettre ni même à nous séparer d'eux. Nous avons d'innombrables façons d'exprimer notre solidarité.

[Traduit de l'allemand de Barrikade.info, 15. März 2018]

Jamais flics, jamais matons

Le mercredi 14 mars la cité des métiers proposait un "zoom spécial police et détention" et tweetait son évènement avec enthousiasme. Mais de quoi sont-ils si contents ? De permettre l'arrivée de nouveaux petits sbires incontrôlables et méchants dans nos rues ?

Nous sommes loin d'espérer que cette journée crée des vocations, vu le nombre de meurtres dont la police et les matons sont responsables en Suisse et partout ailleurs.

Rappelons qu' il y a deux semaines, Mike était assassiné par la police vaudoise. Nous pensons aussi à Hervé, Umut, Skander Vogt et tant d'autres.

L'invitation à cette journée sonne à nos oreilles comme un message grinçant : "Deviens comme nous, on a le droit de tuer, on est jamais punis, tu verras c'est super".

Une bonne occasion pour affirmer une fois de plus que tout le monde déteste les flics, les matons et tous les garants de l'emprise violente et répressive des puissants sur la vie des autres.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

usa

Claim of Expropriation in Defense of Street Counter-Culture

Submitted Anonymously

TL:DR we stole a bunch of shit from a corporate store that was clowning hip-hop and selling streetwear inspired clothes cause we hate that shit and cause we hate capitalism and cause want to keep the streets criminal, go team anarchy!

Something made our blood-boil. That's not unusual. There's a Columbia outdoor clothing store in downtown Seattle which currently has a window display that reads "Straight out of Portland" with some hip *militant-looking* streetwear behind it. Now, graffiti artists like [Kidult](#) who tag up fancy shops that have "graffiti" designs on their clothes etc, we hate seeing "street" culture commodified and pacified – especially by the very same capitalists who are helping crack down on lived street culture and especially by a bunch of rich white men



who continue the colonial looting of non-white resources. To commodify anything is disgusting and to rip the criminality and conflictuality out of streetwear is not only a bad move aesthetically/effectively, but also an attempt to neutralize something that is a threat to the ruling order. Of course not all of “street” culture is desirable and not all criminals are our friends, but if there is a criminal class true anarchists most certainly are of it. And we certainly aspire to be true anarchists which is to say true criminals.

That which fundamentally comes in conflict with the ruling order is deemed criminal by the ruling order. This is the sense in which we are criminal. Not all legally criminal actions are desirable and not all legally non-criminal actions are undesirable, but at this point in time to maximize potential means to operate in the criminal realm. Being on a criminal – dare we say Illegalist – bent we decided to fight back against the recuperation/co-optation of street culture and get some loot in the process. We’ve seen what happened to rock and roll and while it’s impossible to completely prevent co-optation we can curb it and use it to our advantage. Feeling inspired we decided to embark on a campaign of expropriation;



we decided to loot back.

We managed to steal a hell of a lot of clothing using a layered foil lined bag to block the security devices on the clothes from tripping the alarm at the door, some situational awareness, sub-par acting skills, and the will to act. When we took our loot home we looked up on youtube how to remove the security device from the clothes which was hilariously easy. And then we sold most the goods on sliding scale to skate-rats which means cheap or free to broke comrades and half retail price to rich kids. We’re saying all this, because we’ve gone over the pros and cons and think that sharing a little information will help these tactics spread where desirable or better inspire people in other areas. We’ve been careful not to share too much though;

loose-lips sink ships.

Remember, shoplifting is a risky thing. It usually pays off if you’re good at it, but it’s largely about luck. The stores want to make you feel as if someone is always watching and that alone is usually their main method of control, that is to say people self-policing themselves is what prevents most shoplifting not actual security guard intervention or whatever. This only goes so far, if you don’t want attention don’t draw attention. If you look like your looking around constantly to see if someone’s watching, concealing your face on purpose, or a pack of teenagers this may not be a good strategy if you’re trying to go unnoticed. If you’re flash mobbing in and grabbing whatever you can and dipping then you probably should think more about getting away while having all eyes on you, what you look like, or whatever than just trying to look like a normie in the store.

Another part of shop lifting is knowing your target, knowing yourself, knowing your environment, and knowing your enemy.

- What are you going in for?
- What’s worth the risk?
- Will you look suspicious? Will you keep cool under pressure?
- Do you shop here regularly and if so will they recognize you if you come back?
- What security measures are in place?
- Does what you’re grabbing have a security device on it that will trip the alarm?

- What security people do they have?
- Will they fight you?
- Will they chase you?
- Will they beat you up and leave you?
- How many cameras are there?
- How many are probably actually being watched?
- Where are the cameras?
- What behavior looks sketchy?
- Can I use guilt or the race-card to worm my way out if I get caught?
- Do the workers actually care if you're stealing?

Just like at other direct actions where you may be on film, breaking continuity is key. It's harder when shoplifting stealthily due to the fact you can't walk around in all black with a mask without drawing undue attention, but you can wear a wig and sunglasses or a baseball cap. You can shave your beard for the occasion. You can wear clothes you will never wear again. This is a little extra, but some of us like to wear an outfit to bus downtown then change into another do some shopping then change back into the bus outfit once we're a good ways away then bus back just to break continuity further.

Stealing from capitalist stores is totally chill. Property is made-up, but also the capitalist class loots the planet, steals worker's potential, exploits the poor, and is largely responsible for the hell-scape of condos and social-death plaguing Seattle, not to mention the horrible things these corporations are doing to the global south and the daily violence of the poverty they enforce. If by stealing from them we can help support our insurgent projects and deal damage to them it's a win-win. We'd like to be autonomous from them and not even rely on stealing from the owning class, but at this point in history we can have Nikes on our feet and a brick in our hand and rightly say we're doing everything in our power to effectively and desirably fight back and build autonomy while looking cool as hell and not being complicit.

Hooligans are the ones who popularized a lot of the streetwear and a lot of them got their clothes by stealing them from fancy shops and though many were not acting according to a critically analyzed ethics we still place ourselves in this continuum. To us that which is produced by capitalism can be expropriated and used to actualize our desires. To us looting and shoplifting are attacks on the commodity-form for itself.

Though we did sell most of what we stole, and it may seem contradictory for anticapitalists to do such a thing, this is a means to an end for us; sadly we live under capitalism and capital is the most flexible material resource in this age so like pirates and anarchists before us we use money for subversive ends. Though there are comrades in Greece who rob stores only to distribute the goods and burn the money.

On top of obtaining resources, stealing brings us face to face with the actually existing infrastructure of class-society and property which are things like self-policing, the threat of brutalization by the justice system, security systems, and all those sorts of things. In these struggles we are reminded that law is authoritarian-control and arbitrary morality and stagnation in favor of the ruling order. We are reminded that justice was invented to settle disputes among the rich and justify whomever controlled the state and is our enemy. We are reminded that stocked shelves are guarded from the starving and empty homes are guarded from the homeless.

Petty acts of resistance also help us not crumble under the psychic weight of the everyday brutality of the ruling order. Also, distributing the loot to insurgent and mutual aid projects reminds us that hope to live the, "*from each according to ability to each based on need,*" dream known as communism. What we mean by communism

here is not Stalinism or any other authoritarian state-socialism, but rather the coming together of comrades who hold all material things in common that is to say who share everything. We want to use resources to meet needs and build projects and property relations, markets, and things like this only get in the way.

Fundamentally we can only speak for ourselves in saying that in this criminal path we are also, fundamentally, nihilists. We hold faith in nothing and reject morality, but that doesn't mean we don't have ethics. To us there is a difference between those two things. Morality being largely faith-based or handed down by mass-society and ethics being a critically forged theory and practice of how it is most desirable or "good" to act in what we perceive as the world. And we have also found ourselves to be, again, anarchists who reject reformism, liberalism, conservatism, statecraft, capitalism, and all other projects that hope to dominate living beings.

In our anarchic criminality we want to do away with the barrier between living and fighting. We are fighting to try to build capacity to overthrow the state and capitalism, but also to meet needs and take our lives away from the subjugation of work which, though being desirable in and of themselves, also increases our capacities.

We've found that moving towards communist anarchy is most desirable. Living communism and spreading anarchy has the most potential to make our dreams real and, to us, is best for living better in the immediate. We've also found that the criminal element is a key part of maximizing what we can do and what we get out of this trajectory. However this does not mean we look down on anyone who decides not to steal from a store or who has affinity for more anti-social anarchist trajectories. We in fact have much love for the individuals who are wary of "communism" or any overly-collective project or don't think the rev is possible at all and just want to be weekend nihilist artists who attack what is ugly. We're also chill with those who are down as hell, but are not in a place where stealing petty goods is a wise choice. If you feel more comfortable suing cops or getting money from the state or capitalists in some other above the board way than more power to you as long as your projects as a whole are still fundamentally conflicting with the ruling order.

Cheers to the duo who pulled off that [diamond store smash and grab in Northgate](#), that was some Pink Panthers-ass action. Very inspiring! Hope y'all are still free and know what to do with those rocks.

Make anarchy the last crime.

See you in the streets.

~The Black Iguana Cell of the International Anarchist Insurgency

[Technical notes for the curious reader: We submitted this communique using the [Tor Browser](#) on the [TAILS](#) operating system on a public network. We ran this text and some of our previous texts through the program [Anonymouth](#) to try to catch any unknown patterns in our writing that could give us away.]

Philadelphie, Etats-Unis : Trafic ferroviaire de marchandises interrompu



En s'inspirant d'[Olympia Stand](#) [1], nous avons perturbé le trafic ferroviaire de marchandises en utilisant des fils de cuivre. Nous l'avons fait à trois reprises lors des trente derniers jours. Depuis que nous avons entendu parler du blocage, nous avons ressenti le besoin d'agir en solidarité et nous savons que c'était il y a quelque temps mais le temps est une arnaque !

De toute évidence, nous avons réalisé cette action parce que nous détestons l'économie, l'argent et tout ce qui fait avancer le capitalisme! Nous voulons interrompre ces flux par tous les moyens dont nous disposons !

Cette action est censé être également une attaque contre la paix sociale. La hiérarchie et la domination sont un problème et nous voulons attaquer toutes ses formes, mais la soumission, l'apathie, le conformisme, la résignation et la stagnation nous empêchent aussi d'être libres. Ensemble, nous voulons mettre fin à tout ce qui maintient cette misère. Crève le confort et la sûreté – Rien n'est en sécurité ! Cette prétendue « sécurité » à laquelle aspirent les gens conduit simplement à plus de flicage de nos vies. Il est nécessaire de s'affranchir de la sécurité. Comment serait-ce possible de tendre vers la liberté sans renoncer à notre confort et prendre un minimum de risques réels ?

La crise est toujours urgente !

L'anarchie comme une lutte vécue ici et maintenant!

Solidarité avec [les anarchistes et les antifascistes faisant face à la répression et à la torture en Russie](#) !

Solidarité avec [les anarchistes d'Hamilton qui luttent contre les riches et ceux qui se donnent bonne conscience et défendent la propriété](#) !

Solidarité avec les personnes toujours inculpées pour le J20 !

Mais aussi dédicace et solidarité avec la ou les personnes qui a/ont brisé les vitrines de plusieurs cafés à West Philly [2] ces derniers temps !

[Traduit de l'anglais d'[Insurrection News](#), March, 13th 2018]

NdT:

[1] On peut aussi se reporter aux [actions de blocage de trains de marchandises fin 2016](#) dans le cadre de la lutte contre le projet d'oléoduc dans le Dakota du Nord.

[2] Quartier en proie à la gentrification. Plusieus attaques ont déjà été revendiquées par des anarchistes contre ces nouveaux commerces branchés.